

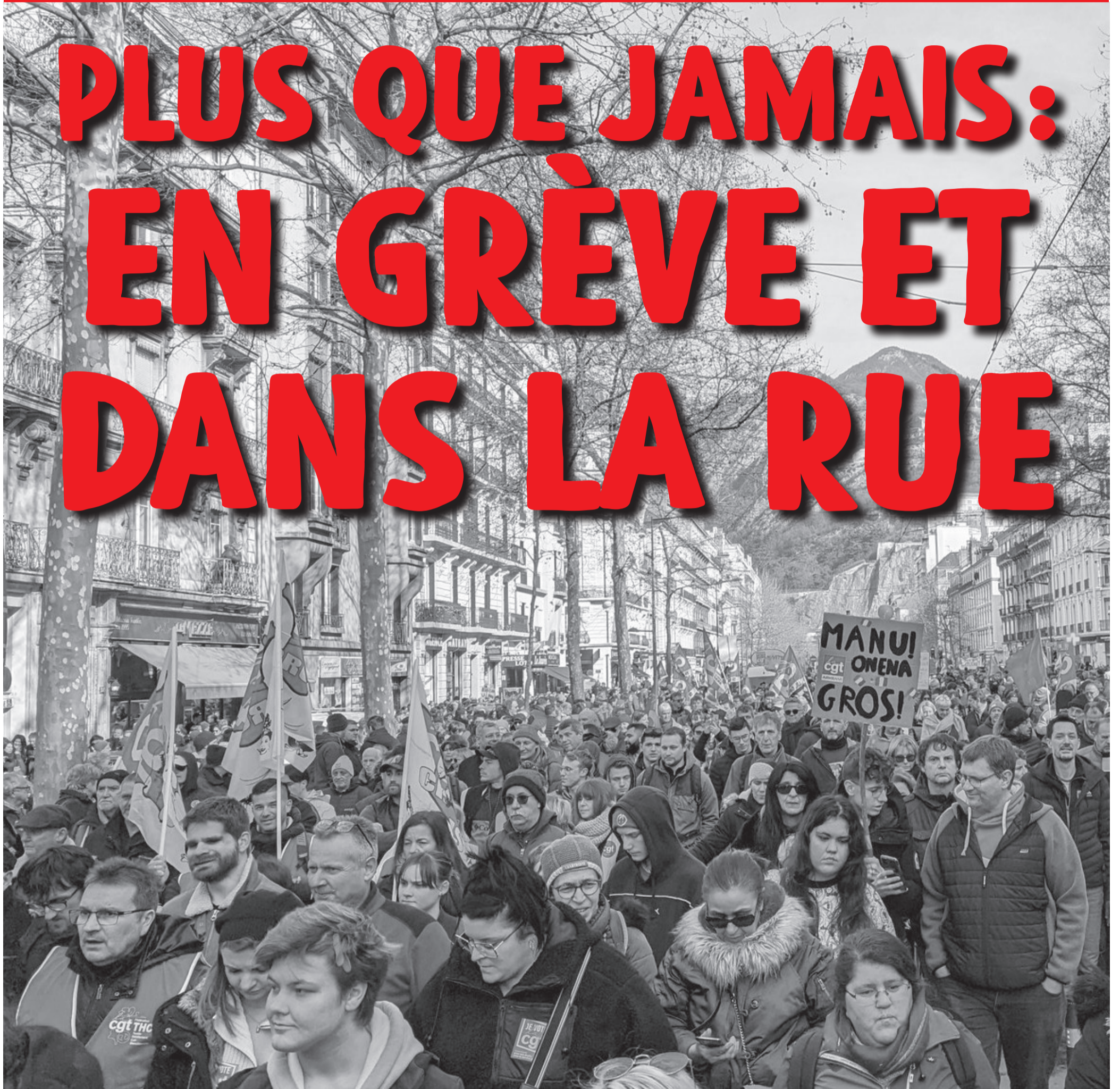
***l'Anti*capitaliste**

n°653 | 16 mars 2023 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CONTRE UN POUVOIR INJUSTE ET ILLÉGITIME

**PLUS QUE JAMAIS:
EN GRÈVE ET
DANS LA RUE**



Dossier

**POUR UN ACCUEIL
DIGNE DES RÉFUGIÉ·E·S
ET DES EXILÉ·E·S**

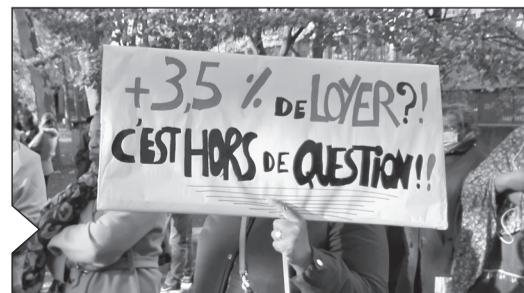
Pages 6 et 7

ÉDITO

La réforme à la poubelle
Page 2

PREMIER PLAN

Logement. Non à la
hausse des loyers et des
charges! Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Iran. Une agression sans précédent
contre les jeunes iraniennes Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec notre camarade Frédéric
Dabouis auteur de «la Révolution
comme horizon» Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

La réforme à la poubelle

«**Q**uand les éboueurs font grève, les orduriers sont indignés.» La belle formule de Prévert a pris une actualité toute particulière depuis quelques jours, alors que se multiplient les reportages sur «les poubelles» qui s'entassent dans les rues de Paris, et que le chœur des macronistes offusqués se fait entendre sur les radios et les chaînes d'information.

Les bourgeois trouvent cela normal que l'on ramasse leurs déchets, mais refusent de voir que ceux qui s'occupent de cette tâche sont des salariéEs, avec des vies, des aspirations, et des droits. Tout serait tellement plus simple si les «invisibles» se contentaient de se taire et de subir. Mais lorsque les «invisibles» en ont assez, tout le monde le voit.

La grève des éboueurs a ceci de singulier que ses conséquences sont immédiatement visibles dans l'espace public, et qu'elle n'épargne personne, y compris les classes bourgeoises, qui ne vivent à peu près jamais les conséquences, par exemple, d'une grève des transports en commun urbains vu qu'elles ne les utilisent quasiment pas. Les éboueurs font partie de ces professions qui incarnent le fossé qui existe, dans le système capitaliste, entre utilité sociale et valorisation sociale. Un fossé qui est en réalité l'expression de l'une des contradictions fondamentales du système : celles et ceux qui font tourner la société sont celles et ceux à qui on dénie le droit de décider comment la société doit tourner.

Les solidarités qui s'expriment avec la grève des éboueurs, y compris venues d'habitantEs voire de commerçantEs grandement impactés par la grève, témoignent de la force et de la profondeur de la mobilisation contre la réforme des retraites. Face à l'arrogance du pouvoir et à ses projets antisociaux, il s'agit bien de se serrer les coudes et de faire valoir notre force collective.

C'est ce qui se passe tous les jours aux quatre coins du pays et qu'il s'agit de développer, comme lorsque le Modéf, la Confédération paysanne et la CGT organisent, le 15 mars à Versailles, une distribution de nourriture paysanne aux salariéEs en grève. De quoi donner des cauchemars à ceux qui croient qu'un vote au Parlement ou un 49.3 brisera notre détermination. Car si les orduriers s'indignent, c'est aussi parce qu'ils savent qu'ils n'ont pas gagné la partie car nous avons la capacité, comme le montrent les éboueurs en grève, de bloquer les activités essentielles. Les jours qui viennent vont être décisifs : à nous de ne rien lâcher pour les contraindre à jeter leur réforme et tous leurs projets antisociaux à la poubelle.

BIEN DIT

Nous accueillons beaucoup moins de réfugiés que les autres grands pays européens. Il s'agit simplement d'une politique extrêmement cruelle visant les personnes les plus vulnérables dans un langage qui n'est pas sans rappeler celui utilisé par l'Allemagne dans les années 30.

GARY LINEKER (ancien footballeur), à propos de la politique migratoire du gouvernement britannique, Twitter, 7 mars 2023.

À la Une

CONTRE UN POUVOIR INJUSTE ET ILLÉGITIME

Plus que jamais : en grève et dans la rue

Le mouvement contre la réforme de régression sociale portée par le pouvoir macroniste continue. Après une semaine marquée par la plus puissante journée de mobilisation depuis le début de la lutte, le 7 mars, une grève féministe le lendemain et une journée de manifestation samedi dernier, la grève s'est installée dans différents secteurs et ça se voit. Pourtant, malgré l'opposition ultra-majoritaire de la population, Macron veut passer en force en s'appuyant sur les institutions de la 5^e République bien peu démocratiques.

La contre-réforme est rejetée mais Macron et ses amis s'en moquent. Utilisant un article de la Constitution permettant un «vote bloqué», le Sénat a adopté la réforme des retraites le samedi en toute fin de soirée, cela quelques heures à peine après des manifestations qui ont réuni une nouvelle fois des centaines et des centaines de milliers de personnes... Contredisant les propos de Dussopt pour qui la contre-réforme est «de gauche» (mais avait-on besoin de cet éclairage?), la droite (LR) a porté et voté comme un seul homme un projet qu'elle a même durci par ses amendements.

Ils veulent passer en force

Ce mercredi 15, sénateurs et députés tentaient en commission mixte de se mettre d'accord sur le texte du projet avant son retour à l'Assemblée nationale dès jeudi. En réalité, il s'agit pour Macron, Borne et Dussopt de manœuvrer pour vérifier s'ils disposent d'une majorité rassemblant la droite macroniste et LR à l'Assemblée pour ne pas être contraints à l'autoritaire article 49.3.

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne savons pas quel sera le résultat de la manœuvre. Mais pour nous, qu'importe ! Majorité parlementaire ou 49.3, l'illégitimité de la contre-réforme et du pouvoir qui la porte n'est plus à démontrer, il faut continuer à les contester. La séquence actuelle démontre une fois de plus, et de manière

RETRAITE:
LA MOBILISATION NE FAIBLIT PAS



particulièrement caricaturale, à quel point les institutions de la 5^e République sont taillées pour permettre à un pouvoir, même minoritaire, d'avancer et de faire passer, en force s'il le faut, ses contre-réformes. 44.3, 47.1, 49.3 : la liste des articles auxquels la Macronie a eu recours ces dernières semaines donne le tournis et renforce encore un peu plus l'illégitimité du pouvoir et de ses projets ultra-minoritaires dans la société.

Depuis le week-end dernier, plusieurs représentants de l'intersyndicale ont exprimé l'idée d'une «consultation», voire d'un référendum sur la réforme des retraites. Si nous sommes convaincus que c'est bien par la grève et la mobilisation

concrète, quotidienne, de millions de salariéEs, que nous pourrions infliger une défaite à Macron, nous savons aussi que le refus probable du gouvernement d'accéder à de telles demandes serait un symbole supplémentaire du déni de démocratie qui pourrait faire monter d'un cran la colère populaire.

C'est dans la rue que ça se passe !

Depuis le début de la semaine dernière, une série de secteurs sont en grève reconductible : à la SNCF, dans les secteurs de l'énergie ou du nettoyage, dans de nombreux établissements scolaires (où les enseignantEs ont repris la grève en fin de semaine dernière ou ce début de semaine)... Pour faire

plier le gouvernement, la reconduction de la grève articulée à des actions locales de blocage reste la stratégie collective sur laquelle il faut miser. Malgré les difficultés, convaincre de rester mobiliséEs passe aussi par réunir des assemblées générales pour discuter de comment organiser la grève.

Ce jeudi est une journée importante. Ce jour-là, au bout de sa course législative, le texte va être soumis au vote des députéEs si les grandes manœuvres macronistes pour réunir une majorité ont réussi. Ou alors, le pouvoir va passer sans vote, grâce au 49.3 s'il y est contraint. À cette occasion, au lendemain de la nouvelle journée de grève et de manifestations appelée par l'intersyndicale mercredi 15 mars, une vague de colère doit se faire entendre dans la rue. Populaires et unitaires, manifestations et rassemblements doivent converger contre les lieux de pouvoir, à commencer par Paris en se retrouvant devant l'Assemblée nationale.

Contre Macron et son projet de contre-réforme unanimement rejeté, il faut frapper, fort, toutes ensemble et en même temps. Leur démocratie reste une parodie, et le retrait pur et simple du projet de loi reste notre horizon... même si la loi est votée.

Contre leur réforme de régression sociale, contre Macron et son monde, on est toujours là, et on ne lâchera rien !

ISRAËL/PALESTINE

Quelle démocratie dans un État d'apartheid ?

La focalisation obsessionnelle sur le drapeau israélien au sein de l'actuel mouvement de protestation antigouvernemental montre que son objectif est en fait de préserver le statu quo de l'apartheid.

Les manifestations israéliennes pour la «démocratie», qui s'opposent aux réformes qui menacent d'affaiblir le pouvoir judiciaire face aux pouvoirs législatif et exécutif, ont été remarquées au niveau international, surtout après leur augmentation en nombre (samedi dernier, on estime qu'un quart de million de manifestantEs sont descendus dans les rues à travers le pays, dont environ 160 000 rien qu'à Tel-Aviv). Et si des couleurs

ressortent de ces manifestations, c'est le bleu et le blanc — les couleurs du drapeau israélien — portés par un très grand nombre de manifestantEs.

Un drapeau symbole d'oppression

Les drapeaux israéliens ont pratiquement noyé les quelques drapeaux palestiniens portés par ceux qui veulent montrer que l'apartheid et l'occupation israélienne font partie du problème. C'était intentionnel

la part des organisateurs — après une manifestation où des drapeaux palestiniens sont apparus et ont été arrachés, les organisateurs ont décidé de diffuser des drapeaux israéliens en masse. Peu après, l'image d'une mer de bleu et de blanc est devenue la marque de fabrique des manifestations.

Le message inhérent à ces drapeaux est typiquement sioniste — le drapeau lui-même est en fait le drapeau sioniste qui existait des décennies avant la création d'Israël. L'étoile de David en son centre représente le judaïsme et l'idée d'un État juif. L'utilisation de symboles religieux dans les drapeaux n'est pas rare. De nombreux pays chrétiens ou musulmans arborent une croix ou

un croissant de lune. Mais la définition extrême qu'Israël donne du judaïsme comme une nationalité en soi (ainsi qu'une religion) rend le symbolisme juif sur le drapeau israélien extrêmement nationaliste. En fait, Israël nie complètement la nationalité israélienne et définit Israël comme l'État juif. L'objectif est en fin de compte de décrire Israël comme l'«État-nation du peuple juif» exclusif, comme le nom officiel de la loi quasi-constitutionnelle de 2018, également appelée «loi sur l'État-nation» en abrégé.

«Nous sommes un seul peuple» ?

Ceux qui manifestent avec leurs drapeaux israéliens bleu et blanc

Un monde à changer

UNE FOIS DE PLUS, LES RÉSULTATS DU CAC40 DE 2022 SONT EXCEPTIONNELS.

Trente-huit des quarante sociétés de l'indice de la Bourse de Paris ont réalisé un bénéfice net cumulé de 152 milliards d'euros. En tête une société non cotée de transports maritimes CMA CGM (ce qui laisse songeur sur le bilan carbone des marchandises), puis TotalEnergies, Stellantis, LVMH, BNP Paribas, Sanofi. D'après le quotidien *le Monde*, cette «*éclatante santé a une conséquence inimaginable avant le Brexit*» : la capitalisation de Paris vient de passer devant celle de Londres ! De quoi ravir les

actionnaires dont les bénéficiaires augmentent, d'abord en raison de la hausse des prix et d'un rattrapage post-covid.

Cette «*éclatante santé*» ne profite pas à tous, bien entendu. 152 milliards d'euros, c'est plus deux fois et demie le budget de l'Éducation nationale, de quoi revaloriser donc les salaires des enseignantEs ! 152 milliards, c'est plus de 20 fois le budget accordé aujourd'hui à la rénovation énergétique ! 152 milliards, c'est largement assez pour satisfaire la demande des hôpitaux l'an passé d'avoir 2 milliards d'euros pour boucler leur budget... Mais

Macron a fait d'autres choix politiques...

Cette «*éclatante santé*» n'est tenue aux yeux des commentateurs financiers que par la remontée des taux d'emprunt des banques, par le blocage de l'offre comme de la demande sur le marché immobilier français et par l'éventuelle faillite de la Silicon Valley Bank.

Les bas salaires, l'inflation, les prix de l'énergie sont pourtant la préoccupation quotidienne de millions de personnes. Et le combat engagé contre la réforme des retraites de Macron, pour nos salaires et contre le productiviste qui détruit le climat, doivent nous rappeler que la force du nombre, de la démocratie et de la rue peuvent être plus puissants que le portefeuille de quelques actionnaires. Les 152 milliards, on les reprendra !

Ce chiffre se traduit pour un locataire par une hausse de 17,5 euros par mois pour un loyer de base de 500 euros. Pas une bagatelle ! La plupart des bailleurs ont appliqué ce taux au maximum. Ce qui n'était qu'un indicateur est devenu la norme pour eux, même quand ils n'y étaient pas contraints par les protocoles signés avec l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) ou la CGLLS (Caisse de garantie du logement locatif social) en échange de subventions.

Les locataires paient l'inflation

Les hausses de charges ont accompagné celles des loyers, en raison des prix du gaz et de l'électricité qui se sont envolés depuis septembre 2021. Elles frappent les locataires avec retard puisqu'elles sont appliquées une fois l'année révolue. Le prix du gaz a plus que doublé et les bailleurs ont réagi en fonction de leur mode de gestion : soit ils avaient anticipé les hausses et augmenté les provisions dès 2022, soit ont laissé les locataires se prendre le choc des hausses en 2023. Les protestations se sont multipliées durant toute l'année 2022 et ont contraint le gouvernement à mettre en place des «*boucliers tarifaires*» censés protéger les locataires. Pourtant, ils ne concernent qu'à peine 15% des hausses pour 2021 et limitent à 15% les hausses en 2023. En clair, les locataires paient l'essentiel de l'inflation.

À cela s'ajoutent les factures d'eau. À la différence de l'électricité, l'eau est distribuée par les bailleurs qui rétribuent directement le fournisseur (Veolia) et se chargent de faire payer les locataires. Or depuis plusieurs années les bailleurs installent des

LOGEMENT Non à la hausse des loyers et des charges !

Cette fois on est dans le dur ! Nous avons annoncé un début d'année difficile avec des cascades de hausses pour les locataires, et elles sont bien là. L'indice de référence des loyers publié au Journal officiel en janvier 2023 est à 3,5%. Un chiffre record, exceptionnellement élevé.



compteurs de relèvement à distance, ce qui leur permet de connaître la consommation réelle de chacunE sans se déplacer. Le remplacement des compteurs met en évidence des dysfonctionnements chez tous les bailleurs qui sont amenés à présenter des factures d'eau souvent astronomiques aux locataires, ce qui déclenche incompréhension, colère... et mobilisations.

Nombre d'impayés de loyer en nette augmentation

D'autant que les prix des denrées de consommation courante ou celui

des services (transport, essence...) sont tous à la hausse, alors que les revenus ne suivent pas. Pour le début d'année 2023 l'inflation moyenne est de l'ordre de 5,6% mais en fait on est plus près des 10% pour les produits alimentaires de première nécessité. Il n'y a plus un quartier populaire sans son réseau de distribution alimentaire solidaire parce que de nombreux habitants sont obligés de choisir entre se nourrir et se loger. La moindre hausse de loyer ou des charges dans ces conditions est insupportable.

L'USH (L'Union sociale de l'habitat regroupant tous les bailleurs) s'en est «*émue*». Le niveau des impayés est en forte augmentation, atteignant des niveaux records. La moitié des bailleurs HLM constataient en décembre 2022 des hausses de plus de 10% des impayés, et nombre d'entre eux ont mis en place des dispositifs d'aide aux locataires en difficulté (étalement, allègement des charges, mobilisation des aides sociales...). Bien évidemment tout cela est très insuffisant.

Construire une mobilisation nationale

La réaction des locataires est en train de se construire. Des collectifs, des associations, durant ce mois de mars, comme à Marseille, à Paris, en Seine-Saint-Denis, mettent sur pied des mobilisations interbailleurs revendiquant la baisse des charges et des loyers, le blocage des prix de l'énergie. Elles se développent en parallèle des manifestations sur les retraites, regroupant à chaque fois plusieurs centaines de manifestantEs. Les conditions sont réunies pour une mobilisation nationale qu'il s'agit de construire le plus largement possible. Pour se faire entendre, les locataires ne peuvent compter que sur leur mobilisation.

JMB

Le chiffre

684

En quelques mois, le nombre de tonnes de CO₂ émis par Patrick Drahi équivaut à plus de 70 ans de rejets d'un Français moyen. Son jet privé a effectué 56 vols dans les premiers mois de 2022 pour 128000 kilomètres. Le PDG d'Altice se louerait à lui-même le Global 7500 pour déduire ces frais des bénéfices de ses sociétés, une manière de «*neutraliser l'impôt*».

Source : «*lets privés et ultra-riches : ça plane pour eux*», un document à voir dans *Complément d'enquête* le 9 mars 2023.



Agenda

Samedi 25 mars, manifestation contre les mégabassines. À 10h, dans le Poitou.

Samedi 25 mars, manifestations contre le racisme et la loi Darmanin. À Paris, à 14h à République.

Mardi 28 mars, Rencontre-débat autour du livre *Un «petit» candidat face aux «grands» médias*, Paris 10^e.

Organisé par Acrimed avec Philippe Poutou, Julien Salingue et Béatrice Walylo, à 19h, à la Bourse du travail, 3, rue du Château d'Eau.

Samedi 1^{er} avril, manifestation «*Se loger au pays*», Bayonne. À 15h, départ sous-préfecture.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau-parti-anticapitaliste.org

NO COMMENT

En 1944 le Général de Gaulle donne le droit de vote aux femmes, en 1967 le sénateur Neuwirth donne l'accès à la contraception orale, en 1975 Simone Veil dépénalise l'IVG. La droite a toujours été au rendez-vous pour le droit des femmes !

ÉRIC CIOTTI, Twitter, 8 mars 2023.

pourraient penser qu'ils s'engagent dans un acte positif de patriotisme qui rachèterait un symbole unificateur que la droite fondamentaliste a profané. Pour enfoncer le clou, le slogan «*Nous sommes un seul peuple*» a été au cœur des manifestations. Mais comme beaucoup l'ont souligné, y compris Haggai Matar, rédacteur en chef de *+972 Magazine*, il est clair que nous ne sommes pas «*un seul peuple*». Pourtant, la plupart des IsraélienEs juifs ne voient pas à quel point l'agitation obsessionnelle de ce drapeau est toxique pour les PalestinienEs. En se drapant dans le drapeau, les leaders des manifestations disent qu'il s'agit d'une affaire interne entre les juifs et l'État juif et que la question palestinienne ne les concerne pas. Il est impossible d'ignorer l'apartheid, la persécution et l'oppression permanente des PalestinienEs.

Les IsraélienEs devraient placer les PalestinienEs au cœur de tous leurs débats politiques parce que c'est une vérité qui n'est pas près de disparaître. Ils doivent y faire face. Le blue-and-white-washing, le greenwashing, le pinkwashing et tous les autres artifices de communication n'effaceront jamais le péché originel et la Nakba qui se perpétue. Un État d'apartheid ne peut pas être une démocratie, et aucune marée de drapeaux bleu et blanc ne pourra effacer ce fait. L'oppression des PalestinienEs sera toujours au centre du problème, et l'ignorer ne fait que prolonger la douleur et la déshumanisation. La manière dont Israël traite les PalestinienEs et entretient des relations avec eux définit et définira ce qu'est l'État d'Israël et ce qu'il deviendra.

Rania Hammad et Jonathan Ofir

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net



DR

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRÈCE « Jamais on n'oubliera le crime de Tèmbi! »

Une semaine avant le tragique accident de train de Tèmbi (au moins 57 morts), le ministre des Transports (qui a depuis démissionné) Karamanlis se vantait, en réponse à Syriza, de la sécurité totale des chemins de fer grecs. Interrogé il y a quelques jours sur ces propos, le ministre d'extrême droite Georgiadis a osé répondre que c'était bien cela qu'il fallait dire, sinon plus personne n'aurait osé prendre le train...

Voilà de quoi est fait le gouvernement ultra-libéral de Mitsotakis, et le cynisme morbide Georgiadis reste en place. On comprend d'autant mieux le dégoût et la colère qui se sont emparées de la population. Le Premier ministre n'a qu'un but : écarter sa propre responsabilité, chargeant l'ex ministre Karamanlis et trois ou quatre cadres d'OSE (société des chemins de fer) mais clamant aussi « Nous sommes tous responsables » ou faisant pleurer devant les caméras toutes les larmes de crocodile de son conseil des ministres. Spectacle outrageant pour les familles des victimes et la population — traduit dans le slogan des dernières manifs « Prenez ce gouvernement et foutez le camp, ouste ! » — d'autant que le vrai souci de la droite est de repousser les élections législatives prévues pour début avril en espérant que la colère sera retombée.



DR

Une colère irrépressible

La police a beau réprimer, depuis le mercredi 1^{er} mars, les manifestations de colère sont quotidiennes dans tout le pays et, la semaine dernière, les mobilisations du 8 mars ont été une véritable marée humaine : loin des 60 000 annoncés dans les médias français pour tout le pays, ce sont des centaines de milliers de manifestantEs qui ont bloqué 80 villes du pays, avec 100 000 à 150 000 à Athènes, 50 000 à Salonique, 10 000 à 15 000 dans plusieurs villes comme Larissa, Patras... Et cela à l'appel de la Confédération des syndicats des fonctionnaires publics (ADEDY), des UL, de la fraction syndicale PAME du KKE (PC grec), des syndicats de base, d'unions de commerçants, mais sans la GSEE (privé) qui préférerait tenir son congrès. Et malgré les provocations policières, le soir se sont déroulées de grosses manifs de femmes, et les jours suivants des manifs d'étudiantEs et lycéenEs ont eu lieu, avec des occupations (présidence de l'université d'Athènes). Le dimanche 12, d'impressionnantes manifs ont de nouveau eu lieu dans le pays, avec un thème récurrent : « Privatisations, pauvreté, morts, voilà la politique de Mitsotakis ».

Quelles perspectives ?

Alors que même les journaux les moins stupides de la droite pointent la responsabilité de l'actuel gouvernement, qui a méprisé les alertes des syndicats cheminots sur la catastrophe à venir, alors que le mouvement social dénonce les milliers de flics recrutés et le refus récent de recruter 200 cheminotEs indispensables, il est indispensable que la gauche prenne ses responsabilités à la hauteur de l'extraordinaire vague de colère qui repose sur quatre années de casse sociale et de violence, contre la jeunesse et les réfugiéEs en particulier, et sur la démolition du service public. Au-delà de la seule dénonciation du tout-privatisation, une revendication clé est celle de la renationalisation des chemins de fer, sans rachat ni indemnités, et sous contrôle des travailleurEs. Seules des coordinations étudiantes et la gauche anticapitaliste la portent en ce moment. Peut-être le 16 mars, nouvelle grande journée nationale d'action, sera l'occasion d'imposer cette revendication, contre les Mitsotakis, Georgiadis et leurs donneurs d'ordre en Grèce ou à Bruxelles...
À Athènes, A. Sartzekis

USA L'anti-science dans la culture et la politique aux États-Unis

La société étatsunienne a toujours eu une tendance anti-scientifique, mais aujourd'hui ce courant est plus fort et plus dangereux qu'il ne l'a jamais été depuis cent ans.

Les politiciens de droite encouragent les attitudes anti-scientifiques pour attirer ceux qui les défendent dans des campagnes visant à remettre en cause la science dans presque toutes les grandes institutions étatsuniennes : les soins de santé, les écoles, les bibliothèques publiques et, bien sûr, la politique. Qu'il s'agisse de covid, d'avortement, d'homosexualité, de transsexuels, de changement climatique ou de questions raciales, les perspectives et les méthodes scientifiques sont remises en question par des points de vue et des approches non scientifiques. Les politiciens républicains et les leaders d'extrême droite galvanisent cet irrationalisme, qui s'accompagne d'une intolérance, d'une misogynie et d'une haine raciale croissantes, créant ainsi un terrain propice au fascisme.

Seule la Bible serait vraie

L'un des jalons historiques de l'anti-science américaine a été le « procès du singe » de John Scopes, rendu célèbre en 1960 par le film *Inherit the Wind* (sorti en France sous le titre *Procès de singe*). En 1926, le Tennessee avait adopté la loi Butler interdisant l'enseignement de la théorie de l'évolution. Un professeur de lycée nommé John

Scopes, qui enseignait l'évolution, a immédiatement contesté la loi. Un débat s'ensuivit entre l'avocat radical Clarence Darrow, qui défendait Scopes, et le politicien populiste William Jennings Bryan, qui soutenait la loi. Il s'agissait d'un débat entre la science et la Bible. Scopes perdit son procès et la loi fut confirmée par la Cour suprême de l'État. Bien que la loi Butler ait été abrogée en 1967, ces opinions anti-scientifiques fondées sur la Bible ont persisté dans la société. La source de nombreuses idées anti-scientifiques se trouve dans la « Bible Belt », la région des anciens États esclavagistes du Sud, où le christianisme évangélique est la foi dominante. Ces fondamentalistes chrétiens enseignent, et leurs fidèles croient, que seule la Bible est vraie. Beaucoup croient que Dieu a créé le monde en six jours, il y a environ 6 000 ans. Dieu a créé deux sexes, les hommes et les femmes, a fait des hommes les maîtres des femmes, et seuls les rapports hétérosexuels sont autorisés. Certains renoncent à la médecine et croient en la guérison par la foi. D'autres croient encore que Dieu a créé la race blanche pour qu'elle soit maîtresse des noirs, qui devaient être ses serviteurs. De nombreux évangéliques croient également que Dieu a donné à

l'Amérique un rôle particulier dans l'histoire de l'humanité.

Un projet ultra-réactionnaire

Aujourd'hui, environ 70 % des AméricainEs sont chrétiens, 14 % d'entre eux s'identifient comme des évangélistes blancs, et parmi eux la quasi-totalité sont républicains. Ils ont des opinions conservatrices sur les questions sociales et économiques, et ils votent. Ils pensent que les chrétiens blancs sont victimes de discrimination de la part du gouvernement et de la société, mais ils prévoient une apocalypse prochaine, une fois que tout l'Israël biblique sera restauré — ce que les sionistes évangéliques soutiennent avec ferveur — et ensuite aura lieu la seconde venue du Christ et l'enlèvement des élus.

Les évangélistes blancs et autres nationalistes chrétiens blancs forment la base des mouvements qui se présentent aux réunions des conseils d'administration des écoles pour tenter d'empêcher les cours d'éducation sexuelle, aux réunions des conseils d'administration des bibliothèques pour interdire des livres et aux assemblées législatives des États pour protester contre les vaccins Covid et les règles de distanciation sociale. Ils luttent contre l'avortement, même lorsqu'il s'agit

de sauver la vie de la mère ou d'éviter que des bébés naissent avec de graves malformations. Ils s'opposent aux droits des LGBTI. Ils s'opposent aux thérapies d'affirmation du genre utilisées pour aider les adolescentEs qui envisagent une transition de genre. Ils nient le changement climatique et ne s'inquiètent donc pas des nouveaux forages pétroliers ou de la combustion du charbon. Trump, qui s'est affronté avec le Dr Anthony Fauci (alors conseiller en chef pour la santé publique) et d'autres scientifiques au sujet du Covid, qui s'est opposé à l'avortement et qui a nié le changement climatique, était un héros pour les évangélistes et les nationalistes blancs. Le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, qui fait actuellement campagne pour l'investiture républicaine à l'élection présidentielle, est anti-gay et trans, opposé aux masques de protection, à la vaccination pendant la pandémie de Covid, et proclame fièrement que la Floride n'a jamais été confinée (la Floride a le treizième taux le plus élevé de contamination par le Covid, et huit autres États de la Bible Belt sont dans le top 13). Les candidats républicains à tous les postes avancent souvent des positions anti-scientifiques pour gagner le soutien des évangélistes. Leur poids pourraient se renforcer lors des prochaines élections.

Dan La Botz, traduction HW

IRAN Une agression sans précédent contre les jeunes iraniennes

Au 7 mars, plus de 5 000 jeunes iraniennes ont été intoxiquées depuis la fin novembre par voies respiratoires dans des écoles primaires, collèges et lycées, ainsi que dans une résidence universitaire.

Les victimes ont été prises de nausées, vertiges, évanouissements, maux de tête, engourdissements, pertes de sensibilité notamment au niveau des membres, difficultés pour marcher pendant plusieurs jours, palpitations, baisse provisoire de la vue et de l'odorat. Des centaines d'entre elles ont été brièvement hospitalisées, dont bon nombre sous masque à oxygène.

La main du régime

Ces intoxications sont causées par des fumées s'échappant de petites bombes aérosol. Une des substances utilisées proviendrait de produits utilisés dans l'industrie ou comme engrais agricole. Cette vague d'attentats est très bien orchestrée : au 5 mars, elle concernait 230 établissements, situés dans 25 des 31 provinces du pays. Étant donné l'omniprésence des services de renseignements, il est inimaginable que ces attaques aient pu être menées à leur insu. De plus en plus d'IranienEs voient dans ces agressions la main du pouvoir, ou de certains de ses clans. Le régime pourrait poursuivre plusieurs buts convergents :
– Réprimer la contestation des filles et jeunes femmes scolarisées en suscitant leur peur et celle de leurs parents. On peut analyser



DR

ces attaques comme une punition collective des jeunes Iraniennes en première ligne des manifestations contre le régime. Beaucoup de vidéos et d'images ont été publiées les montrant en train de brûler leur foulard ainsi que le portrait du Guide suprême. Les attaques actuelles constitueraient une forme de vengeance.

– Revenir sur certaines libertés obtenues ces derniers mois, et notamment le début de liberté vestimentaire imposée grâce aux mobilisations : actuellement, de plus en plus de filles et femmes ne se couvrent plus les cheveux dans l'espace public.
– Dissuader les jeunes de sexe féminin de venir sur les lieux d'études.

Dans l'immédiat, cela permettrait d'affaiblir un des foyers de contestation. Un but plus lointain pourrait être de tester la capacité de résistance à une remise en cause partielle de la scolarisation féminine, et se rapprocher des règles en vigueur en Afghanistan où elle est interdite après l'âge de 12 ans. Il y a une dizaine d'années, des écoles de jeunes Afghanes avaient fait l'objet de pareilles agressions.
– Franchir un pas vers une restauration de « l'ordre patriarcal » aujourd'hui sérieusement ébranlé. Il est significatif qu'en plus de ces intoxications, des lycéennes aient été contraintes de regarder des films X, avec des scènes de bestialité et de viol, apportés par

des hommes venus de l'extérieur et vêtus d'uniformes de miliciens. Selon le site Iranwire, le but était de leur montrer à quoi elles seraient confrontées si elles revendiquaient la liberté sexuelle¹.

Un effet boomerang ?

Malgré la censure, des vidéos concernant ces attaques ont immédiatement circulé sur les réseaux sociaux puis une partie de la presse. Une vague de colère et d'indignation s'est répandue dans le pays. Paniqués, des parents d'élèves en colère se sont massés un peu partout devant les établissements scolaires concernés et des bâtiments de l'État. Un nouveau slogan est désormais lancé depuis les toits et les fenêtres : « Mort à l'État tueur de filles ! »

Mais ces agressions pourraient avoir un effet boomerang. Celui-ci serait le bienvenu dans une situation où les grandes manifestations de rue ont pour l'instant disparu, sauf dans le Sistan-Balouchistan, et où ne sont pas pour l'instant à l'horizon des grèves d'un niveau comparable à celles de 1979 qui avaient fait tomber la dictature en place.

Dominique Lerouge

1 – Jean-Pierre Perrin, « Iran : terreur chimique contre les collégiennes, lycéennes et étudiantes », *Mediapart*, 3 mars 2023.

ÉLECTION AU NIGERIA

Entre désenchantement et espoir

L'élection présidentielle du 25 février au Nigeria suscite du désenchantement car le candidat du pouvoir, Bola Tinubu, a gagné. L'opposition crie à la fraude massive d'un scrutin particulièrement chaotique. Mais aussi de l'espoir, car des millions de jeunes se sont emparés de la candidature de Peter Obi pour exprimer leur volonté de changement.

Bola Tinubu, de l'APC, le parti au pouvoir, a été proclamé vainqueur avec plus de 36% de voix devant Atiku Abubakar du PDP (29%) et Peter Obi du Labour Party (25,4%). Malgré les neuf millions de nouveaux et nouvelles inscrits sur la liste, dont près de sept millions de jeunes, l'abstention reste élevée (73%).

Cafouillage

Les conditions de vote désastreuses jettent le trouble sur la sincérité du scrutin. L'opposition conteste les résultats et tente des recours en justice.

L'INEC (Independent National Electoral Commission) avait déclaré que le vote du 25 février serait irréprochable. Dans un pays où les fraudes électorales sont fréquentes, l'utilisation de matériel sophistiqué devait être la garantie de la sincérité du scrutin. À cette fin, l'INEC avait déployé, dans les 176 000 bureaux de vote, les BVAS (Bimodal Voter Accreditation System), permettant un double contrôle de l'empreinte digitale et du visage. Les résultats de chaque bureau devaient être centralisés par internet sur les serveurs de l'INEC. L'idée était donc d'éviter les saisies manuelles des scores, sources potentielles de fraudes. Sauf que la réalité a été tout autre. Outre que les BVAS ont parfois eu du mal à reconnaître les électeurs,



Le candidat du Labour Party Peter Obi. DR

et certainEs n'ont pu voter, les envois via internet n'ont pu être réalisés. Les résultats ont été saisis manuellement et centralisés à différents niveaux avant d'être transmis au siège de l'INEC. Si Abubakar et Obi n'apportent pas de preuves de falsification, une telle confusion ne peut que nourrir les soupçons de fraudes.

Clientélisme

Beaucoup se sont interrogés sur la victoire du candidat de l'APC, alors que l'héritage de l'ancien président Buhari est catastrophique. En fin politicien, Tinubu n'a pas hésité à prendre ses distances vis-à-vis de la politique de son prédécesseur. Il s'est même offert le luxe de critiquer certaines mesures

les plus impopulaires, comme le changement de monnaie qui a entraîné une pénurie de liquidité dans tout le pays. Très présent dans les médias grâce à sa fortune personnelle, ses déclarations ont été largement relayées.

Il a aussi profité de la division dans le camp de son principal adversaire Abubakar. En effet, cinq gouverneurs du PDP ont refusé de soutenir leur candidat et même un, celui de Rivers State, a fait campagne pour Tinubu.

Sous le slogan en yoruba « *Emi Lokan* » (« C'est à mon tour »), Tinubu a fait référence à son rôle de faiseur de roi, lorsqu'il a fait élire par deux fois Buhari grâce à son contrôle sur les gouverneurs APC des différents États du

Nigeria. Difficile d'imaginer que le « C'est à mon tour » soit très mobilisateur sauf dans un contexte de clientélisme électoral. Ainsi, celui qui dépend de près ou de loin de Tinubu, de l'APC ou des gouverneurs d'État, a l'espoir que ce sera « son tour » de profiter des rentes du pays.

Perspective

Omoyele Sowore, journaliste et militant des droits humains, soutenu par la gauche radicale, n'a obtenu que la moitié des voix, autour de 15 000, en comparaison de l'élection de 2019. L'essentiel des votes pour un changement s'est porté sur la candidature de Peter Obi, pour le Labour Party, faute d'avoir eu l'investiture du PDP. En jouant sur son bilan de gouverneur de l'État d'Anambra et sur sa probité supposée, il a été capable de rallier des millions de voix, essentiellement dans les zones urbaines, en gagnant notamment les États des deux plus grandes villes du pays — Abuja et Lagos. La campagne très active de Peter Obi a capitalisé sur la grande lutte de la jeunesse qui s'est déroulée contre les violences policières, portée par la Campagne #EndSARS (fin de la Special Anti-Robbery Squad, unité de police coupable nombreux meurtres).

Cette mobilisation électorale est une formidable opportunité pour les révolutionnaires de construire une force pour un véritable changement dans le pays. D'autant que les luttes ouvrières sont actives à l'exemple de la grève reconductible des travailleurs de l'État d'Abia.

Paul Martial

RUSSIE/UKRAINE
Liberté pour Maksym Butkevych et pour les autres prisonniers de l'armée russe !

Vendredi 10 mars, des médias russes ont annoncé que trois prisonniers de guerre ukrainiens, dont Maksym Butkevych, ont été « reconnus coupables » de crimes de guerre par les « cours suprêmes » des « Républiques populaires membres de la Fédération de Russie » de Donetsk et de Louhansk et condamnés à 13 ans pour Maksym, 18 ans et demi pour Vladislav Chel et 8 ans et demi pour Viktor Prokhozzei. Ces « condamnations » en annoncent d'autres.

Maksym Butkevych est un prisonnier très célèbre, connu en Ukraine mais aussi internationalement depuis des années, comme défenseur des migrantEs — il avait collaboré avec le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) —, comme défenseur des droits humains, comme antifasciste. Il a coordonné la campagne européenne pour la défense des prisonniers de Crimée Oleg Sentsov et Alexandr Koltchenko, libérés en 2019 des prisons russes. Il est de longue date un activiste étudiant, puis de la société civile, en Ukraine, et défend des idées libertaires pour un monde sans domination ni oppression. C'est aussi un journaliste reconnu : il a fondé Hromadske Radio, collaboré avec BBC World Service et plusieurs chaînes ukrainiennes. Antimilitariste convaincu, il avait pourtant décidé de s'engager dans l'armée ukrainienne pour la défense du peuple et des civils, en mars 2022, et avait pris part à la libération de Boutcha.



Maksym Butkevych. DR

Une condamnation à mort déguisée

Prisonnier depuis juin 2022, la propagande russe le présente comme un « nazi » et un « fasciste », des calomnies visant à préparer le « procès de Moscou » à Louhansk qui s'est tenu le 10 mars 2023. Il a été accusé d'avoir tiré au lance-roquettes en visant des civils à Severodonetsk le 4 juin 2022. Selon 12 organisations ukrainiennes et bélarusses de défense des droits humains, Hromadske Radio et le centre des droits humains Zmina, son unité n'a jamais été déployée à Severodonetsk.

Cette accusation infâme vise à faire passer pour « nazi » un défenseur reconnu des droits humains en Ukraine comme en Russie. Comme l'indique Amnesty International, la vraie atteinte au « droit de la guerre » est l'absence de tout procès équitable envers les prisonniers de guerre. Et la condamnation à 13 ans dans les caves du régime de Louhansk, si elle est appliquée à Maksym et à ses codétenus, s'apparente à une condamnation à mort déguisée. Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) avait déjà lancé une campagne, à l'automne dernier, au cours de laquelle de nombreuses organisations démocratiques, politiques, associatives, syndicales, des éluEs et des personnalités avaient pris position pour exiger la libération de Maksym Buktevitich. Il faut que toutes ces structures et personnalités refassent entendre leur voix : il y a urgence ! La pression de l'opinion publique démocratique est indispensable pour sauver Maksym et les autres prisonniers condamnés par les tribunaux fantoches ou qui sont entre les mains de l'armée russe.

Ils peuvent être sauvés. Leur libération doit devenir le symbole de la cause de la vérité contre le « mensonge triomphant qui passe » (Jaurès), pour la vérité et la justice ! Liberté pour Maksym Butkevych et pour les autres prisonniers et prisonnières de l'armée russe ! Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)

LES NÔTRES Ahlem Belhadj (1964-2023)

Le décès d'Ahlem Belhadj survenu à Tunis le 11 mars affecte à la fois le mouvement féministe, le mouvement syndical et la gauche révolutionnaire en Tunisie et au-delà.

Pédopsychiatre de formation, Ahlem s'est engagée dans le combat révolutionnaire alors qu'elle était étudiante, en militant dans les rangs du syndicalisme étudiant puis en rejoignant le groupe trotskiste tunisien affilié à la Quatrième Internationale. C'était l'époque où son pays était encore dirigé de manière autoritaire par le fondateur de la Tunisie moderne, Habib Bourguiba. En 1987, celui-ci fut renversé par un coup d'État mené par Zine el-Abidine Ben Ali, qui gouvernera la Tunisie d'une main de fer jusqu'à son renversement en janvier 2011 par un soulèvement populaire. On sait que c'est le soulèvement tunisien qui déclencha l'onde de choc révolutionnaire connue sous le nom de « printemps arabe », en inspirant d'autres populations de l'espace arabophone.

Syndicalisme, féminisme

Devenue professeure en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, puis chef de service de pédopsychiatrie à l'hôpital Mongi Slim de La Marsa et présidente de l'Association tunisienne de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, Ahlem poursuivit son engagement syndical et devint secrétaire générale du Syndicat général des médecins hospitalo-universitaires, affilié à



DR

l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Le groupe révolutionnaire auquel elle avait adhéré étant entré en crise, elle prit ses distances par rapport au militantisme politique organisé tout en maintenant ses convictions politiques, d'une façon qui se traduisit par le maintien de relations personnelles avec la Quatrième Internationale. Parallèlement, Ahlem s'investit à fond dans l'action féministe jusqu'à devenir présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates, une première fois en 2004, puis une seconde fois en 2011, année de radicalisation des mouvements

sociaux tunisiens. C'est à ce titre qu'elle joua un rôle de premier plan dans le bouleversement révolutionnaire que connut la Tunisie et dans le processus constitutionnel qui s'ensuivit, en combattant notamment les démarches visant à réintroduire des clauses discriminatoires envers les femmes dans la nouvelle Constitution tunisienne.

Une perte énorme

Ahlem devint ainsi une personnalité de premier plan dans son pays, comme en témoigne la très ample réaction des milieux politiques, syndicaux et associatifs ainsi que des médias, à sa disparition.

OUVREZ, OUVREZ LES FRONTIÈRES!

En 10 ans, 26 000 personnes sont mortes en Méditerranée, chiffre sans doute en-dessous de la vérité. En 2015, le corps d'Aylan échoué en Turquie avait ému. Aujourd'hui, les drames se succèdent dans l'indifférence générale.

Le 26 février, au moins 70 migrantEs sont mortEs noyéEs près de la plage de Steccato di Cutro en Calabre. Ils venaient de Turquie et avaient cherché à éviter la Grèce et ses camps. La barque avait été repérée par un avion de Frontex, mais aucun secours ne leur était venu en aide.

Frontex et la guerre des États européens contre les ONG

La présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, dirigeante du parti fasciste Frères d'Italie, a exprimé sa « profonde douleur » face à ce drame et juge qu'il est « criminel de mettre en mer une embarcation de 20 mètres... avec 200 personnes à bord et une mauvaise météo ». Le ministre de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, membre de la Ligue du Nord, a expliqué qu'il fallait arrêter les départs, seule façon d'éviter les mortEs. Ignoble! Il n'y a plus de bateaux sauveteurs des États européens, seulement des bateaux des ONG. En Italie, le gouvernement d'extrême droite a engagé une guerre contre les ONG qui viennent secourir les migrantEs en perdition en Méditerranée. Le nouveau décret pris par le gouvernement de Giorgia Meloni oblige les navires humanitaires à effectuer un seul sauvetage à la fois dans une journée, les contraignant à accoster dans un port avant de retourner pour en secourir d'autres. Ces navires ne pourront plus accoster dans des ports situés à proximité du sauvetage, mais devront remonter plus au nord des côtes italiennes. SOS Méditerranée parle d'une guerre qui leur est menée et estime que cela vise à les faire « disparaître de la Méditerranée centrale ». Pour Médecins sans frontières, éloigner les ports où

les bateaux peuvent se rendre complique les sauvetages en augmentant les coûts en carburant.

L'Europe: un espace de non-accueil

De plus en plus de voies d'exil sont fermées rendant les passages de plus en plus dangereux. Lors de la visite du Premier ministre anglais Rishi Sunak le 11 mars à Paris, Macron et lui se sont mis d'accord sur un marchandage ignoble: empêcher toute traversée de la Manche, toute arrivée de réfugiéEs venant de France en Angleterre, en échange de quoi le gouvernement anglais verserait 541 millions d'euros pour financer des patrouilles policières sur les côtes françaises et construire un CRA dans le nord de la France. Ursula van der Leyen veut que l'Europe redouble « d'efforts concernant le pacte sur la migration et l'asile ». Lorsque le 10 juin 2022, les 27 États ont adopté un « mécanisme volontaire de solidarité », il ne s'agissait pas de solidarité vis-à-vis des migrantEs mais entre les pays de l'UE pour répartir les demandeurEs d'asile.

Dans la même logique, la base de données européenne Eurodac permettant le fichage des migrantEs et des demandeurEs d'asile pourra être étendue aux pays limitrophes, renforçant toujours plus les frontières européennes. Il s'agit d'externaliser toujours plus loin, de tenir à distance celles et ceux qui sont considéréEs comme « indésirables », de payer des pays comme la Libye pour interdire les passages. Le développement dans les Balkans d'un système de collecte de données des personnes exilées et qui sera commun avec l'UE illustre cette volonté d'un flicage anti-migrantEs à l'échelle d'un continent.



POUR UN ACCUEIL DIGNE DES RÉFUGIÉ·E·S ET DES EXILÉ·E·S

Face aux guerres, aux difficultés économiques, aux catastrophes écologiques que le système capitaliste engendre, ils et elles sont nombreux à prendre la route de l'exil. Un long combat que les travailleurEs européens doivent soutenir, car ils et elles n'ont ni patrie ni frontières.

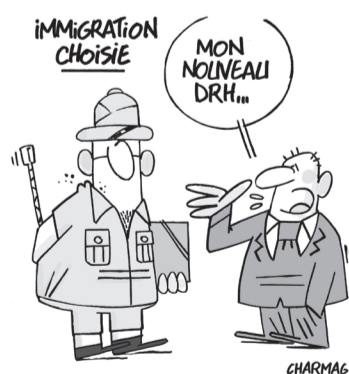
Dossier réalisé par Commission immigration et antiracisme

MOBILISATION DIRE NON À LA LOI DARMANIN LE 25 MARS

Le projet de loi Asile, Immigration du gouvernement est dans la logique utilitariste et répressive des lois antérieures en les durcissant. Darmanin a dit vouloir « rendre la vie impossible aux migrantEs », les marginaliser encore, les traquer, les criminaliser.

Un pas est franchi dans le discours de haine assimilant les réfugiéEs, les sans-papiers et les étrangerEs en général à des délinquants, voire des criminels. Dès les premières annonces du projet, le ministre de l'Intérieur donnait le ton en instrumentalisant le meurtre de la petite Lola. Une vieille recette pour, en période de crise, détourner le mécontentement populaire contre les étrangerEs désignés comme responsables.

Le but est de chasser sur les terres électorales de l'extrême droite, renforçant ainsi les Le Pen, Zemmour, etc. En effet, la propagande anti-migrantEs est le fonds de commerce des néofascistes qui ne se contentent plus des discours xénophobes. Ils passent aux actes à Callac, contre la création d'un foyer d'accueil des migrantEs ou à Saint-Brévin contre l'installation d'un CADA (centre d'accueil de demandeurEs d'asile).



C'est pourquoi lutter contre le fascisme est indissociable de la lutte contre le racisme et la discrimination anti-migrantEs, anti-étrangerEs, anti-immigréEs et leurs descendantEs françaisEs.

Le droit d'asile attaqué

La loi Darmanin-Dussot attaque le droit d'asile en le restreignant, en éclatant les différents centres de l'OFPPA (Office français de

protection des réfugiés et apatrides) afin de les placer sous la tutelle des préfetures. Au nom de la rapidité de traitement des demandes, les droits de la défense des réfugiéEs sont limités, les temps diminués pour les recours; la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) qui statue sur les recours n'est plus constitué de trois personnes, dont une de la société civile, mais limitée à un seul juge.

Les sans-papiers criminalisés

Une obsession: les expulsions en masse, qui sont une vraie machine à fabriquer des sans-papiers. Avant même que la loi soit votée, les préfetures ont reçu une circulaire radicalisant les pratiques arbitraires et répressives: chaque refus de statut de demandeur d'asile sera systématiquement et immédiatement suivi d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français) et d'une IRTF (interdiction de retour sur le territoire français), avant même que le/la réfugiéE ait fait

un recours. Si la personne n'est pas partie dans un délai de 1 mois, l'IRTF est systématiquement de 5 ans. On ne pourra refaire une demande de régularisation que 3 ans après l'OQTF. Pour mettre à exécution les expulsions, les assignations à résidence se multiplient déjà et le nombre de CRA (centres de rétention administrative) doit augmenter. L'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées est une façon de les criminaliser, de les traquer et de les terroriser.

La loi permettra de faire sauter tous les obstacles au retrait d'un titre de séjour de 10 ans au nom d'une menace à l'ordre public. Sont visés des étrangerEs en situation régulière. Mais qu'entend-on par là? Le concept est très flou, il ouvre la porte à l'arbitraire. Dans la même logique, la double peine est rétablie.

Une maîtrise de la langue française sera exigée et risque de devenir un obstacle pour de nombreuses

personnes, notamment pour celles non scolarisées qui peuvent être francophones tout en ayant de grandes difficultés à l'écrit. Il faudrait que soient ouverts des lieux d'apprentissage du français en suffisance et gratuits. Enfin les droits de l'enfant ne sont pas respectés puisqu'il est possible d'enfermer, de jeter à la rue, de renvoyer chez eux des mineurEs non accompagnés (MNA) non reconnuEs mineurEs.

Non à l'immigration jetable

La loi envisage la délivrance d'un nouveau titre de séjour intitulé « Métiers en tension », dont la liste serait variable selon les périodes et les zones géographiques en fonction des besoins. Ce titre ne serait valable qu'un an renouvelable, donc précaire. C'est le système des travailleurEs corvéables, taillables mais aussi jetables à merci. Et d'ailleurs ces travailleurEs n'auraient pas le droit au regroupement familial!

Nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui accentuerait encore le fait que les étrangerEs sont considérées comme une population de seconde zone, sans droit, précarisée, livrée à l'arbitraire du patronat, des préfetures, de l'administration et du pouvoir.

Ce projet de loi s'inscrit dans la guerre aux pauvres engagée par le gouvernement, avec la réforme des retraites, du chômage, la loi Kasbarian sur le logement. Il faut continuer la mobilisation contre ce projet, l'amplifier. Un appel est lancé par l'UCIJ et la Marche des solidarités pour que le 25 mars soit dans tout le pays une journée d'actions dans le plus de villes possible.

<https://antiracisme-solidarite.org/agenda/>



FEMMES MIGRANTES, FEMMES DEBOUT

Dire aujourd'hui que 50% des migrantEs sont des femmes est devenu presque une banalité mais cela ne signifie pas qu'elles sortent pour autant de l'invisibilité. Sauf quand elles se battent pour leurs droits, comme dans les hôtels Ibis entre 2019 et 2021.

Cette migration féminine, par sa présence massive, est partie intégrante de la résistance aux politiques migratoires violentes mises en place par tous les gouvernements de la forteresse Europe, avec la complicité de nombreux régimes réactionnaires du Sud. Ces derniers servent, moyennant finance, de gardes-chiourmes pour leurs propres populations.

«Migrantes : servantes de la mondialisation»

Les femmes des pays sous domination de l'impérialisme sont en première ligne de sa politique d'asservissement, de violence militaire, de pillage direct et indirect (via la dette avec les programmes d'ajustement structurel néolibéraux imposés par la Banque mondiale et le FMI). Poussées à l'émigration par les guerres, les désastres écologiques, la misère et l'endettement de leur famille, bien souvent à leur charge et aux besoins de laquelle elles tentent ainsi de subvenir, ces femmes transgressent à la fois le rôle qu'on leur assigne dans le pays de départ et celui que l'Union européenne voudrait leur imposer.

Pourtant, quand elles ont gagné leur droit à la circulation — au péril de leur vie et exploitées par des réseaux mafieux — et sont arrivées au bout de leur long et douloureux parcours d'exil, c'est pour grossir les rangs des chômeurEs et précaires (avec tous les dangers qui vont avec, y compris la prostitution contrainte) et, «au mieux», pour se faire surexploiter dans des emplois



subalternes (dans les métiers du care ou le travail domestique). Ce que résume une formule de Michel Agier sur la place des femmes migrantes dans la division sexuelle et racisée du travail mondial : «*Les migrantes sont devenues servantes de la mondialisation.*»

Migrantes : victimes et combattantes

Pour arriver au bout de leur voyage, leur vécu et leur stratégie diffèrent de ceux des hommes migrants. Elles mettent en leur cœur d'autres questions, d'autres problématiques et, en particulier,

la centralité du corps. Les corps de ces femmes sont marqués massivement par les abus sexuels et grossesses contraintes. Elles vivent souvent leurs corps à la fois comme un handicap qui les rend plus vulnérables mais aussi comme un outil de survie et de résistance. Tout au long de leur parcours, ce n'est qu'un continuum de violences. Elles sont à la fois victimes et combattantes. La seule transgression des frontières politiques, raciales et sexuelles qu'elles doivent mener de front en fait déjà des résistantes au quotidien.

Pour une politique de l'accueil digne!

S'impose la nécessité d'un espace pour exprimer ce qu'elles ont subi et y être écoutées avec bienveillance : le viol, le rapport à la maternité (laisser ses enfants, garder ou pas des enfants du viol, prendre le risque d'accoucher dans un bateau qui part à la dérive), affronter la mort en permanence. S'impose aussi en urgence des dispositifs pour soigner les blessures physiques et morales afin de se reconstruire, de retrouver sa dignité et son droit à l'intimité. Pourtant, le gouvernement préfère embaucher plus de flics que d'ouvrir des centres de santé pour soigner toutes les séquelles de ces souffrances. Avec ce titre de séjour pour les métiers en tension, le gouvernement Macron veut offrir aux patrons la main-d'œuvre des femmes migrantes — qui sont massivement employées dans ces métiers de l'hôtellerie et du «care». Elles en seront les premières victimes.

«La honte doit changer de camp!»

Victimes ou/et combattantes, elles résistent à leur façon quelle que soit leur situation. Comme l'exprimait la marche des femmes sans-papiers de 2020 : «*Nous, les femmes du monde entier, subissons les agressions patriarcales et sexistes sur quasi tous les continents et dans toutes les sociétés. Celles d'entre nous qui parcourons ce monde sans le droit de le faire, à cause du préjugé de notre naissance, du lieu, de notre genre ou de notre sexe, sommes parties pour un "monde meilleur" au risque de nos vies ! Survivantes de l'exil à la merci des violences que le parcours nous fait subir, nous sommes debout!*»

LES PROPOSITIONS DU NPA

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de refuser de considérer les migrations comme un «problème», et de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions de femmes et d'hommes venuEs d'ailleurs. Un pays comme la France a les moyens de le faire. L'exemple des réfugiés ukrainienEs en est la preuve.

► **Liberté de circulation.** Se déplacer est une pratique inhérente à l'espèce humaine. Cela doit être un droit, indépendamment des motivations qui conduisent à migrer, que ce soit la misère, la pauvreté, la guerre, les oppressions (des femmes et des enfants notamment), les catastrophes environnementales, le manque de perspectives d'avenir ou des choix personnels. Nous revendiquons un accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans faire de distinction entre les migrantEs dits «économiques» et les réfugiésEs. Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains puissent en faire autant?

► **Liberté d'installation.** Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où elle réside : droit de vote, droit à des papiers, des revenus, au travail, à la santé, à la scolarisation, au logement. Ces droits relèvent de la justice sociale, qui s'affranchit des frontières géographiques. La seule frontière est la frontière sociale universellement déployée qui oppose les exploités aux exploités.

► **Nous cherchons à construire des mouvements antiracistes et antifascistes,** contre les agents du racisme institutionnel et social, en commençant par l'État français. Dans ce sens il est important d'agir pour que les luttes antiracistes, de solidarité avec les migrantEs soient partie prenante du mouvement ouvrier, syndical et politique. Elles doivent être menées avec les travailleurEs car leurs ennemis et leurs intérêts sont les mêmes.

► **Nous soutenons l'auto-organisation des migrantEs.** Leurs luttes partent de leurs spécificités et de leurs exigences particulières, en cherchant à établir les liens nécessaires avec les questions de discrimination de classe, de genre et de racisme.

► **Nous devons tenter par tous les moyens d'établir des liens avec les associations, les organisations, les partis d'autres pays** qui agissent pour la solidarité et la défense des intérêts des migrantEs.

ENTRETIEN «CE QUI ARRIVE AUX SANS-PAPIERS EST SIGNIFICATIF DE L'ENSEMBLE DES ATTAQUES CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL»

Dans un contexte politique de durcissement des mesures répressives et de privation des droits fondamentaux des migrantEs, nous avons rencontré **Saïd Bouamama**, co-fondateur et porte-parole du Comité des sans-papiers 59, engagé de longue date dans les luttes de l'immigration et des quartiers populaires dans la région des Hauts-de-France.

Quelles sont vos actions principales?

Notre action tourne autour de trois axes : le premier est la défense juridique des sans-papiers menacés d'expulsion. Nous avons développé des pratiques qui nous permettent d'agir très vite lors des arrestations, d'intervenir auprès des préfetures et nous arrivons, par le biais de ce travail de mobilisation et d'intervention juridique, à faire sortir une grosse partie des sans-papiers de prison. Notre réseau d'avocats maîtrise les procédures et est capable d'intervenir rapidement. Un second grand axe est la visibilité car l'oppression rime avec l'invisibilité et l'émancipation rime avec la visibilité et donc nous tenons à avoir une visibilité forte, ce qui explique que nous sommes l'un des comités de sans-papiers qui, depuis 26 ans, manifeste toutes les semaines. Tous les vendredis il y a une manifestation publique, place de la République, qu'il y ait du vent, qu'il neige, qu'il pleuve, qu'il y ait une grève de la faim ou qu'on soit en situation d'occupation. Nous avons aussi d'autres

actions symboliques d'occupation de certains lieux publics afin que la stratégie du gouvernement, qui est d'invisibiliser les sans-papiers et leur exploitation dans le monde du travail, soit démasquée. Notre troisième forme d'action est un travail d'alliance avec d'autres luttes car ce qui arrive aux sans-papiers est significatif de l'ensemble des attaques contre le monde du travail. Nous estimons être les plus dominés parmi les dominés, nous sommes la catégorie du monde du travail la plus exploitée, et notre sort est donc un indicateur et une mesure de ce qui arrive ou va arriver à d'autres catégories du monde du travail.

Quels sont les impacts de la loi Darmanin?

Jusqu'à la loi Darmanin, nous avions trois volets scandaleux dans la politique du gouvernement liés à la mondialisation comme maximisation du profit et baisse du coût du travail. Le premier volet était lié à la délocalisation des entreprises. Pour qu'elle se réalise, il fallait fermer

les frontières. Tous les points de passage ont été militarisés, et la Méditerranée et la Manche sont devenues des cimetières. Un certain nombre d'industries ne pouvaient pas être délocalisées donc on a changé les règles de la régularisation et d'accès au titre du séjour pour qu'une partie du monde du travail soit contrainte d'accepter des niveaux de vie qui sont équivalents à ceux qui sont acceptés dans les pays du Sud. Dans ce deuxième volet, on a une délocalisation sur place en quelque sorte. Puis le troisième volet est la précarisation des réguliers, qui ont vu la stabilité des titres de séjour qu'on avait arrachés par des luttes mise en cause par des changements de règles. La loi Darmanin est une régression immense car elle ajoute une dimension quasi-féodale au contrat de travail. Le sans-papier qui serait régularisé via le travail en tension ne pourra pas quitter son employeur, comme dans une sorte de servage. Il sera donc contraint d'accepter les conditions de travail et des bas salaires sous peine d'être expulsé.



WIKIMEDIA COMMONS

Comment vivez-vous la séquence de la mobilisation contre la réforme des retraites?

Nous participons à toutes les mobilisations du monde du travail. Nous y allons avec la banderole : «*Avec ou sans papiers nous sommes tous des travailleurs*» qui résume notre analyse de la situation. Dans leur très grande majorité, les sans-papiers ne seront pas expulsés : ils sont trop nombreux (20000 par an) et cela supposerait d'organiser des trains et donc de rendre visible l'expulsion. Parce qu'on a toujours besoin des sans-papiers, au bout de malheureusement sept,

huit, dix ans de surexploitation, ils finissent par accéder au titre de séjour et donc ils sont concernés par la loi sur les retraites car ils vont accéder à la cotisation en ayant un trou de dix ans alors qu'ils travaillent depuis le début. Pour nous, ce n'est pas une lutte extérieure, ce sont exactement les mêmes attaques qui sont multipliées par dix pour les sans-papiers.

Que doit-on faire pour contrer les discours de l'extrême droite?

Pour moi il y a deux éléments de discours qui sont incontournables. Le premier c'est d'abord le rappel des faits : dans mon dernier livre¹, j'ai fait l'effort d'aller rechercher tout ce qu'on disait sur les migrations du passé y compris les immigrations internes à la nation ; on voit que ce sont exactement les mêmes discours qu'on entend aujourd'hui pour les MalienEs et les BurkinabéEs qui arrivent en France. La France ou l'Italie se sont constituées en tant que nation par rapport à une multiculturalité. Cette communauté que l'on vous dit ancestrale est une construction

historique dans laquelle on a déjà tenu des discours de diabolisation sur ceux qui aujourd'hui sont considérés comme des Français. Au-delà, le discours fonctionne car les gens ne croient plus dans l'avenir. Le sentiment d'impuissance fait que nous regardons dans le passé. Quand une vie est insatisfaisante et porteuse de souffrances, il y a deux manières de répondre : soit on y répond par l'avenir, soit on y répond par le passé. La force de l'extrême droite est qu'elle propose, en l'absence de dynamique et de contestation massive, le passé comme réponse aux problèmes d'aujourd'hui. Les mêmes personnes qui peuvent écouter l'extrême droite lorsqu'il n'y a pas de dynamique sociale vont se tourner vers la dynamique sociale si les portes de l'avenir se ré-ouvrent. Il faut, comme le disait Thomas Sankara, oser réinventer l'avenir, avoir à nouveau des aspirations à de grands rêves sociaux.

Propos recueillis par Hélène Marra

¹ – Saïd Bouamama, *Des classes dangereuses à l'ennemi de l'intérieur, capitalisme, immigration, racisme*, Syllepse, 2021.

COMMERCE De quoi Michel Ohayon est-il le nom ?

Camaïeu, Go Sport, Gap, Hermione Retail (exploitant des magasins Galeries Lafayette en régions), trois hôtels de luxe et même leur holding FIB (La Financière bordelaise)... La liste des sociétés appartenant à Michel Ohayon placées en procédure collective s'étend.

Ces procédures ne sont cependant pas réductibles à des difficultés économiques ou aux erreurs stratégiques supposées de la 104^e fortune du pays. Elles ont des conséquences très concrètes pour des milliers de salariéEs qui désormais travaillent sous la menace d'un licenciement ou de salaires impayés.

Fin de rémunération rapide pour les salariéEs de Gap

Les 365 salariéEs de Gap apprennent ainsi début mars que le versement de leur rémunération ne serait pas assuré au-delà de la fin du mois. Les procédures peuvent par ailleurs prendre un tour très rapide : les salariéEs de Camaïeu en savent quelque chose puisque deux mois seulement s'étaient écoulés l'an passé entre le placement de l'enseigne en redressement judiciaire et sa liquidation définitive. Plus encore, la juridiction nationale chargée de la lutte contre la criminalité organisée enquête sur l'ensemble des sociétés détenues par le holding de Michel Ohayon pour, selon *le Monde*, des infractions telles que blanchiment, abus de bien social, escroquerie en bande organisée et banqueroute, via un système où une entreprise en renfloue une autre sans convention. À l'instar de la ponction de 38 millions d'euros opérée sur la trésorerie de Go Sport, dont on ne sait pas si elle a servi à racheter Gap ou à payer les salaires de Camaïeu.

Dans une interview au journal *Sud-Ouest*, Michel Ohayon reproche cyniquement aux salariéEs de Go Sport de ne pas lui faire confiance. Mais ils et elles ont bien raison ! L'argent que Michel Ohayon transfère d'une boîte à l'autre n'existerait pas sans le travail des milliers de salariéEs qui permettent de réaliser la plus-value contenue dans les marchandises vendues dans ses enseignes. C'est bien elle qui devraient pouvoir en disposer, ce qui devrait se traduire par un droit de contrôle et de réquisition des profits pour garantir les salaires et assurer la pérennité des emplois.

Julien Dumans

FÉMINISME À Toulouse, un 8 mars historique et unitaire

En plein mouvement contre la réforme des retraites, le 8 mars a été construit comme une occasion de faire le lien entre le mouvement ouvrier et le mouvement féministe. Partout les manifestations ont exprimé des revendications contre les violences faites aux femmes, pour la défense de nos droits reproductifs, pour les salaires mais aussi contre la réforme des retraites, faisant le lien entre les violences, les attaques sur nos droits et l'exploitation économique des femmes. Un exemple à Toulouse où ce lien a été particulièrement réussi.

Ce 8 mars 2023, 25 000 personnes ont défilé dans les rues de Toulouse, derrière une banderole de tête unitaire réunissant les organisations féministes de la ville et les huit syndicats mobilisés contre la réforme des retraites.

Cette année, la journée internationale de lutte pour les droits des femmes a pris place dans le contexte d'une mobilisation nationale contre la réforme des retraites portée par le gouvernement de Macron. Depuis le début de l'année, les analyses se succèdent pour démontrer les conséquences désastreuses qu'aurait la réforme pour les femmes, creusant davantage les inégalités et les plongeant toujours plus dans la précarité et la dépendance financière. Car en effet, si les salaires des femmes sont inférieurs de 27 % à ceux des hommes, leurs retraites sont quant à elles inférieures de 40 %. Contrairement au discours du gouvernement qui prétend faire des femmes les « grandes gagnantes » de la réforme, celle-ci aura pour effet de décaler l'âge de départ à la retraite sans pour autant annuler les écarts de pension.

Organisations féministes, syndicats et partis politiques coordonnés

Les syndicats appelant à la grève et à des manifestations le 7 et le 8 mars, une réflexion autour de la date spécifique du 8 mars s'est rapidement amorcée entre la coordination toulousaine — qui regroupe



La manifestation du 8 mars 2023 à Toulouse. CÉLINE BELLANGER/VLK

un grand nombre d'organisations féministes, de syndicats et de partis politiques — et l'intersyndicale départementale.

La dynamique s'était lancée dès le mois de février à l'initiative de la coordination féministe locale, lors d'une soirée débat portant sur le caractère sexiste de la réforme des retraites qui avait réuni plus de 200 personnes à la Bourse du travail. À la tribune, des travailleuses majoritairement issues de secteurs très féminisés (AESH, infirmières, aides à domicile, employées du commerce) mais aussi une cheminote y avaient témoigné de la réalité de leur métier, des carrières hachées, des temps partiels imposés ou choisis par défaut, des bas salaires et du manque de reconnaissance qui leur est dévolu. L'économiste Geneviève

Azam, membre d'Attac, avait quant à elle décrypté la réforme sous l'angle d'une analyse féministe, rappelant les inégalités économiques mais nous invitant également à reconsidérer le modèle de société que nous souhaitons construire, en replaçant au centre les métiers essentiels de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et du social, majoritairement occupés par des femmes. Car si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête !

Manifestation unitaire

C'est dans la continuité de cette initiative que l'organisation du 8 mars s'est déroulée, au cœur de la mobilisation contre la réforme, avec la volonté de ne pas éclipser les autres revendications de cette journée : droit et accès effectif à l'IVG, lutte contre les violences patriarcales et

les inégalités, droit à disposer de nos corps... Ainsi s'est dégagée la perspective d'une manifestation unitaire, regroupant aussi bien les organisations féministes que les syndicats et partis politiques. Le jour J, la manifestation s'est structurée avec un cortège de tête féministe en mixité choisie, suivi de cortèges syndicaux habituels, et c'est au son des batucadas et des slogans féministes que le défilé s'est élané.

Regroupant 25 000 manifestantEs, contre 4 500 en 2022, le 8 mars toulousain est une réussite qui marque un tournant majeur dans la mobilisation contre la réforme des retraites par son inscription dans le mouvement féministe et qui porte l'espoir d'une convergence des luttes victorieuse.

Chloé Pagès



L'Anticapitaliste la revue

Le n° 143 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

FÉMINISME Victoire, le square Gisèle-Halimi a été inauguré le 8 mars à Alençon !

L'Histoire se lit aussi sur les murs des villes avec les noms des rues, des places, des monuments. C'est ce qui fait mémoire et patrimoine, et force est de constater que les femmes sont largement absentes de ce récit à ciel ouvert !

« **N**ommer, c'est dévoiler. Et dévoiler, c'est agir » selon Simone de Beauvoir. Une citation que nous avons mise en avant lors de la première balade féministe que le Collectif Droits des Femmes 61 a organisée en juin 2021. Nous y portions déjà le projet de féminiser les rues d'Alençon, où 3% de rues portent un nom de femme, contre 49% un nom d'homme.

Combattre l'invisibilisation des femmes dans l'espace public

Le CDDF 61 a investi deux années consécutives les Journées du matrimoine, battu le pavé pour convaincre les habitantEs avec tracts et pétition, inauguré le square Gisèle-Halimi officiellement. Il a organisé des balades

féministes à travers la ville, apposant des plaques avec des noms de femmes artistes, scientifiques, etc. pour combattre l'entreprise d'invisibilisation des femmes dans l'espace public.

Le Collectif a aussi entrepris un dialogue avec la mairie... Et Gisèle Halimi a enfin la place qu'elle mérite, au cœur du centre-ville, car elle est l'une des plus grandes combattantes françaises pour la dignité des femmes et des peuples.

Cette formidable victoire féministe en appelle d'autres. D'autres lieux n'ont pas de noms, par exemple la future Maison médicale que le Collectif propose de baptiser Simone Iff, présidente du Planning familial et grande combattante pour le droit à la contraception et l'IVG.

Christine C.



AVEYRON « Ce n'est pas une manière de maintenir l'ordre »

Mercredi 8 mars sur le Viaduc de Millau une action « péage gratuit » était organisée par le Collectif aveyronnais pour la grève reconductible avec 70 personnes. Les gendarmes sont intervenus violemment. **Christian Roqueirol**, militant de la Confédération paysanne, explique ce qu'il s'est passé.

Quel était votre objectif avec l'action « péage gratuit » du 8 mars ?

L'objectif était de participer à une mobilisation plus large qu'une manif banderoles. Le péage gratuit nous permet de constituer une caisse de grève en faisant la quête. Les gens aiment bien, ils économisent 10 euros et souvent ils donnent ce qu'ils auraient payé au péage. Sans obligation, bien sûr. Cette action montrait qu'il y a d'autres mouvements mobilisés comme la Confédération paysanne qui n'est pas un syndicat de salariés, et qui, de ce fait, n'est pas acceptée dans les cadres intersyndicaux. Cela ne nous empêche pas de soutenir l'action des syndicats et de venir avec nos tracteurs, mais on avait envie aussi de participer à une action plus large. Un péage gratuit sur le Viaduc de Millau, c'est médiatique : l'occasion de faire une caisse de résonance pour le mouvement contre la réforme des retraites de Macron et son gouvernement.

Aviez-vous imaginé une telle répression de la part des gendarmes ?

On a déjà fait des manifestations. D'habitude, les gendarmes ne sont pas violents et encadrent



TWITTER GALVIN BERNARD

les manifestations de façon qu'il n'y ait pas d'incident. Ils peuvent prendre quelques identités ou numéros de bagnoles, mais là ils ont d'emblée essayé de nous faire sortir du péage sans en avoir forcément les moyens. Ils ont été vite débordés parce que les militantEs mobilisés ont résisté. Les gendarmes devaient avoir des ordres de la préfecture qui a dû décider de nous foutre la trouille pour que ce type d'action ne se reproduise pas. Il y a cinq blessés. Trois paysans de la Conf, dont deux ont fait une partie de

la journée en garde à vue ; moi, je suis allé aux urgences pour un choc violent à l'arrière de la tête. Poussé violemment par un gendarme, j'ai fait une chute. On m'a prescrit 11 jours d'ITT. Une militante s'est cassé le poignet dans la bousculade et une autre s'est blessée au coccyx et a eu 7 jours d'ITT. Dans ce genre d'action illégale, on est prêt à prendre des amendes, mais cette violence dans un contexte où ce n'était absolument pas utile, ce n'est pas acceptable. La préfecture n'a pas dû aimé que ce ne soit pas

concerté. On ne bloquait pas la circulation. On a peut-être fait perdre un peu d'argent à Eiffage, mais on ne présentait pas de trouble à l'ordre public.

Quelles suites le Collectif compte-t-il donner à cette répression ?

Le Collectif a déjà eu une réunion téléphonique pour organiser un dépôt de plainte des cinq blessés. On va prendre les conseils d'un avocat. On va aller en justice, car il n'est pas tolérable que ce genre de choses se reproduisent. Les images le montrent : les forces de l'ordre sont agressives contre des gens qui ne le sont pas. On ne veut pas que ce soient les lampistes qui trinquent. Le nouveau préfet est ancien militaire. On pense que la préfecture est directement impliquée et a donné des ordres. Les gendarmes sont venus en habits de tous les jours et ils ont dû être débordés à cause d'ordres venus d'en haut. Ce n'est pas une manière de maintenir l'ordre. En attendant, on prépare la manifestation du 15 mars et les prochaines actions contre la réforme. On est déterminés, cela ne nous a pas calmés.

Propos recueillis par Fabienne Dolet

EXTRÊME DROITE À Chambéry, l'air devient brun !

Si Chambéry est une ville où le RN ne fait que de petits scores électoraux, elle est toutefois devenue un lieu d'implantation pour l'extrême droite, comme en témoigne l'attaque de la Maison des syndicats dans la nuit du 6 au 7 mars dernier.

En 2018, le Bastion social avait ouvert à Chambéry un local, qui a tenu une année, avant qu'il ne soit contraint de fermer après la dissolution de cette organisation mais aussi grâce à de fortes mobilisations antifascistes locales. Depuis lors, l'extrême droite n'a en réalité pas cessé de se renforcer. Elle est parvenue à s'implanter à la fac, où la Cocarde dispose d'élus dans toutes les instances.



Maison des syndicats à Chambéry le 7 mars au matin, avec deux des trois véhicules détruits par l'attaque fasciste. NPA

Local libertaire et local du PCF attaqués

Les locaux des organisations de gauche font désormais l'objet d'attaques régulières et répétées. L'Insolente, le local libertaire de Chambéry, a fait l'objet de tellement de dégradations que plus personne ne peut les compter et ses militantEs ont depuis longtemps renoncé à avoir une vitrine. Le local du PCF a lui aussi été la cible ces deux dernières années de cinq attaques, avec des dégâts matériels chaque fois plus importants et, plus inquiétant désormais, l'utilisation d'armes à feu pour cribler ses murs de balles.

Les militants d'extrême droite multiplient aussi les provocations dans les manifs et n'ont pas hésité à venir perturber la dernière Gay Pride. Dans la nuit du 27 février 2023, ils ont franchi une nouvelle étape, en organisant un défilé militaire dans la principale artère de la ville, qu'une grosse vingtaine de fascistes a descendu au pas cadencé, en beuglant le chant des chacals et en promettant de pendre les marxistes. La veille de la grande manifestation du 7 mars, ils ont pensé utile de montrer à quel camp social ils se rattachaient, en allant dégrader la Maison des syndicats où ils ont en particulier incendié trois véhicules syndicaux appartenant à FO et à l'UNSA.

Impunité

L'extrême droite monte en puissance dans un silence et une absence totale de réaction de la part des autorités, puisque aucune arrestation n'a encore eu lieu, alors même que dans une ville de la taille de Chambéry tout le monde connaît ces militants.

L'impunité des fascistes interroge d'autant plus que, l'intelligence n'étant pas ce qui les caractérise, ils ont l'habitude de laisser sur les lieux de leurs attaques des tas d'éléments permettant leur identification (empreintes, sang, visages découverts à proximité des caméras, etc.). À l'évidence, le préfet, le procureur et la police semblent plus enclins à pourchasser les syndicalistes qu'à répondre aux graves agressions que les fascistes multiplient.

CorrespondantEs

FACS, LYCÉES « On a organisé des opérations "facs ouvertes" ou des "occupations actives" »

Les organisations de jeunesse avaient lancé pour le jeudi 9 mars un appel à manifester contre la réforme des retraites. Dès mardi, plusieurs dizaines de facs et d'écoles étaient bloquées ainsi qu'environ 300 lycées. **Adèle, Alex et Mathieu**, en lycée ou à la fac à Toulouse, reviennent sur ces derniers jours et résumement les enjeux du mouvement.

Comment se sont déroulés le 7, 8 et 9 mars sur vos établissements ?

Nous avons réussi à contourner les fermetures administratives et cours à distance que les présidences mettent tout de suite en place dès que l'on parle blocage. Au Mirail ou à Sciences-Po, on a organisé des opérations « facs ouvertes » ou des « occupations actives », avec différentes activités proposées pour mobiliser les étudiantEs : conférences de présentation du 8 mars avec l'impact de la réforme sur les femmes, ateliers pancartes, débrayages, cantine solidaire, concerts, projections de films en lien avec le contexte social. À Sciences-Po, cela a très bien fonctionné : l'assemblée générale est passée en deux jours de 90 à 150, ouvrant de riches discussions et regroupant pas mal de monde en manifestations. Au Mirail, la mobilisation est restée très modeste mais est à améliorer, à poursuivre.

Et sur les lycées ?

Il y a eu quelques blocages sur trois ou quatre établissements mais la structuration est difficile entre établissements mobilisés et en leur sein. Aux Arènes où j'étudie, par exemple, on va régulièrement en manifestation dans le cortège jeune avec des camarades et on essaye de regrouper et de politiser autour d'ateliers banderoles ou pancartes. Mais mardi matin a eu

lieu un blocage du lycée sans que les diverses personnes qui se mobilisent se tiennent au courant, et les initiatives reposent sur quelques personnes. La peur de rater des cours et son bac, ou simplement la pression parentale, peut dissuader d'aller en manif et se mobiliser. L'enjeu est bien de rassurer, de créer du lien et de convaincre plus largement de rejoindre le mouvement pour plus d'efficacité.

Quels sont les débats qui animent les jeunes autour de vous ?

La forme qu'a prise la mobilisation à Sciences-Po permet d'avoir

discussions et AG pour construire le mouvement social. En revanche, dans la plupart des établissements, il n'y a pas d'AG, donc pas de débats ou bien avec des participations assez modestes, même si la volonté de s'opposer au projet de Macron est là.

L'enjeu est bien de continuer à mobiliser plus de personnes, à mettre en place des assemblées générales qui permettent de dépasser les simples aspects pratiques en ayant des discussions sur les retraites. Mais aussi sur notre avenir en général (urgence climatique, SNU, Parcoursup...), s'organiser ensemble.

Il nous faut mettre en place des actions qui répondent aux besoins immédiats des jeunes, comme des opérations cantines et Resto U gratuit qui permettraient de montrer nos revendications et de donner une image positive du mouvement. Il faut considérer les revendications de la jeunesse en tant que telles et pas seulement comme un soutien aux travailleurEs des secteurs les plus combattifs. Les étudiantEs ne sont pas seulement des travailleurEs en devenir. Rappelons-le, unE étudiantE sur deux travaille en parallèle des études.

Propos recueillis par Pauline et Dix

ÉCOLOGIE Ferme-usine, mégabassines dans le Poitou : même combat contre l'agro-industrie

« Au nord-est de Poitiers, un industriel du solaire a eu l'idée de construire une usine pour élever 1200 taurillons », comme nous le racontions déjà dans l'Anticapitaliste n° 321 (28/01/2016).

Une demande de céréales gourmandes en eau

D'abord parce que pour nourrir 1200 taurillons, la quantité de céréales nécessaire est énorme. La multiplication de ces fermes industrielles, en France et partout dans le monde, poussent à produire donc toujours plus de

maïs et autres plantations, dans le seul but de nourrir à peu de frais des animaux enfermés, vivant dans des conditions inacceptables. Cette demande en céréales, dont le maïs — très gourmand en eau — à l'heure du productivisme et

de la sécheresse, conduit à construire des bassines géantes qui sont remplies via un pompage des nappes phréatiques. Ce qui mobilise les habitantEs de Coussay-les-Bois et des environs, c'est le risque sanitaire encouru avec la concentration

de centaines d'animaux au même endroit. Les déjections massives amèneront en effet une pollution des nappes à l'image des élevages de porcs entraînant les algues vertes en Bretagne. La communication « verte » autour de l'installation de

photovoltaïque sur le hangar, ou la méthanisation, ne doit pas nous aveugler. Ces projets-là ne répondent à aucun besoin pour la population et sont destructeurs de notre environnement.

Alexandre Raguet

Meetings unitaires**Le 20^e arrondissement de Paris mobilisé**

Une centaine d'habitantEs et de militantEs du 20^e arrondissement de Paris se sont retrouvés vendredi 10 mars pour une réunion publique Nupes sur la bataille contre la contre-réforme des retraites.

Toutes les forces engagées localement dans la Nupes dont le NPA, représenté par sa porte-parole Pauline Salingue, étaient réunies. Il y avait également le PS représenté par Arthur Delaporte, député du Calvados. Le PS ne fait pas partie de la Nupes ici : il avait en effet présenté une candidate contre Danielle Simonnet, l'actuelle députée de la Nupes, lors des législatives de 2022.

Possibilité de bloquer la contre-réforme

Les interventions ont toutes exprimé la nécessité de continuer la bataille à la base et dans la rue pour retirer cette contre-réforme. Pierre Laurent, sénateur du PCF, a souligné les procédures antidémocratiques au Sénat, et Danielle Simonnet en conclusion a fait valoir que la majorité de la population est contre ce projet.

Pauline, dans une intervention chaleureusement applaudie, en plus de revenir sur l'injustice de la contre-réforme en particulier à l'égard des femmes a insisté sur la possibilité de la bloquer, voire de la faire retirer comme le CPE en 2006, par la mobilisation continue qu'il faut renforcer. Antoine Allibert pour EÉLV, Danielle Cheuton pour Ensemble!, à propos de la jeunesse, du climat et de la précarité, sont allés dans le même sens.

Des salariéEs RATP, de l'hôpital Tenon et des locataires des logements sociaux étaient présents. Ces dernierEs viennent de recevoir les ajustements de charges, qui peuvent monter jusqu'à 200, voire 300 euros de plus par mois. Un appel à un rassemblement devant la mairie du 20^e le lundi 13 mars au soir a été relayé. Encore une bataille!
Correspondante

Rencontre réussie à Tarbes le 9 mars

Au début de la mobilisation sur les retraites, le NPA 65 a proposé à l'ensemble des organisations politiques et syndicales opposées à la réforme des retraites une réunion publique unitaire. Elle s'est tenue avec succès le 9 mars.

L'ambiance entre les partis de la Nupes est très tendue et il n'y a jamais d'initiative unitaire (LFI est même divisée en deux fractions qui se haïssent). Il est donc assez incroyable que seul le NPA soit en capacité de permettre un peu d'unité. Et beaucoup de militantEs lui en sont reconnaissantEs. Les syndicats avaient décliné l'invitation. La réunion publique a eu lieu à la Bourse du travail de Tarbes entre les partis de la Nupes, le NPA et Ensemble. La journée fut animée avec de multiples actions locales. Environ 200 personnes étaient présentes pour débattre avec 3 députés Nupes (LFI, PS, EÉLV), un responsable de la Jeunesse communiste et notre porte-parole, Pauline Salingue.

Appels à mobiliser et ton offensif

La réunion a débuté par des interventions de représentantEs du monde du travail (une aide



NPA

ménagère, une enseignante handicapée, un pompier, un agriculteur de la Confédération paysanne, un étudiant...) émouvantes et édifiantes. Les interventions des députés ont permis d'obtenir quelques informations, mais elles ont été surtout une manière de mettre en avant leur travail à l'Assemblée, se concluant toujours par des appels à se mobiliser derrière l'intersyndicale.

L'intervention du responsable de la JC fut offensive tandis

que Pauline Salingue, avec une grande clarté, a su mettre en perspective les enjeux de la période. Les interventions du public, dont un camarade Gilet jaune, permirent d'insuffler un certain dynamisme. L'ambiance fut unitaire et fraternelle. La reconnaissance de l'initiative du NPA, fut soulignée y compris dans la presse locale. Pauline fut très applaudie grâce à son ton offensif et aux perspectives avancées.
CorrespondantEs

**Agenda**

Vendredi 17 mars, Rencontres de La Brèche autour de l'économie politique, Paris 12^e. Rencontre avec la rédaction de la revue A-M-A', à 19h à librairie La Brèche, 27, rue Taine.

Lundi 20 mars, réunion publique unitaire sur les retraites, Clamart. À 20h, salle Albert-Camus, Maison des associations, 13, rue de Bièvres.

Mardi 21 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20h, salle Jules-Vallès, 15, rue de l'Héronnière.

Mercredi 22 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Tours. À 20h, centre de vie du Sanitas, place Neuve.

Jeudi 23 mars, Rencontres de La Brèche avec Joseph Daher, Paris 12^e. Autour de *Syrie, le martyr d'une révolution*, aux Éditions Syllepse, à 19h à La Brèche, 27 rue Taine.

Réunions publiques**Angoulême: meeting de lutte!**

Une centaine de personnes se sont réunies le vendredi 10 mars à Angoulême. À l'initiative du NPA Charente un meeting de lutte était organisé. C'est une réussite indiscutable et l'ensemble des personnes présentes l'ont affirmé: ça redonne la pêche!

L'association Transistor nous a expliqué les oppressions spécifiques que subissent les personnes trans et le besoin de se battre pour arracher l'égalité des droits. Puis Julien Tuyeras, militant CGT de la base Intermarché d'Anais a pris la parole pour expliquer la très forte précarité qui touche les ouvrierEs dans son entreprise et ailleurs, mais aussi les modalités de lutte qu'ils et elles mettent en place en lien avec l'Union locale CGT qui regroupe d'autres entreprises. Agnès Baudrillard est, elle, revenue, au nom du collectif « Bassines, non merci » de l'Aume-Couture sur le scandale des mégabassines et a appelé à la grande mobilisation du 25 mars dans les Deux-Sèvres.

Retrait de la loi Darmanin et de la réforme des retraites

Enora des Jeunesses anticapitalistes est revenue sur les difficultés des jeunes et le besoin de s'organiser. Hélène est intervenue sur la loi Darmanin et la nécessité de prendre la rue avec les migrantEs contre les politiques racistes du gouvernement. Enfin Philippe Poutou a rappelé le soutien du NPA aux résistances ukrainienne, palestinienne et iranienne. Il est revenu aussi sur le besoin de gagner sur la réforme des retraites, tout en avançant des pistes pour aller plus loin: augmenter les salaires, baisser le temps de travail, exproprier et socialiser les entreprises clés.
Correspondant

Meeting à la Bellevilloise

Lundi 13 mars, le NPA organisait un meeting avec ses 4 porte-parole et 6 intervenantEs à Paris, à La Bellevilloise. Il a réuni environ 250 personnes.



<https://www.youtube.com/live/jalASBxs9A?feature=share>

À Vierzon, leur réforme à la poubelle!

Ce vendredi 10 mars, dans la semaine considérée comme décisive pour la suite du mouvement, le comité NPA 18 a réuni une centaine de personnes autour d'Olivier Besancenot et d'autres invitéEs représentantEs de la gauche syndicale et politique.

Sandrine, Sud Santé, de l'intersyndicale de l'hôpital de Vierzon a évoqué pourquoi il était hors de question de travailler jusqu'à 64 ans en dénonçant l'absence de prise en compte de la pénibilité, les dysfonctionnements de nombreux services, l'étude du gain ridicule obtenu avec deux ans de travail supplémentaire. David de la CGT vierzonnaise a commenté l'entêtement et la duperie du gouvernement ainsi que son cynisme en référence au récent discours de Véran. Il a décrit l'action de blocage de 5 heures à midi de la plateforme Combronde d'où partent de nombreux containers vers Le Havre. Thibaut de LFI a relevé le niveau inédit des manifestations dans de très nombreuses sous-préfectures des premiers de corvées, et Edwige du PCF a défendu la nécessité d'une augmentation des salaires, de la mise en place d'un salaire à vie. Olivier Besancenot a conforté, par son argumentaire implacable mêlant données historiques, faits politiques et humour, notre détermination à nous organiser localement pour mobiliser un maximum de personnes et faire en sorte que ce mouvement soit victorieux.

Colère et mobilisation

La salle s'est emparée ensuite des micros pour témoigner de situations personnelles difficiles: temps partiels, bas revenus, maux apparaissant avant l'âge de la retraite, manipulations ressenties, colères face à l'inflation. Elle a aussi évoqué les secteurs de l'économie particulièrement



NPA

dégradés, par exemple le fret qui employait 170 000 cheminotEs hier et seulement 4 000 aujourd'hui. Ou encore des menaces qui pèseraient sur les syndicats, les partis politiques, l'attaque à venir contre le RSA si cette contre-réforme n'était pas

retirée. Un camarade a évoqué les nombreux algérienEs mobilisés lors du Hirak qui, malgré des familles emprisonnées, ont réussi à dégager leur dirigeant. Il y avait un climat fraternel et d'écoute réciproque dans cette assemblée diversifiée et composée de

nombreux militantEs syndicaux ou politiques, retraitéEs et salariéEs, de quelques enseignantEs, agriculteurEs, aides-soignantEs.

Construire une dynamique collective

Olivier a repris la parole pour conclure qu'il n'y avait pas de recette toute faite pour un mouvement social, qu'il sentait que le « soviét » de Vierzon était sur la bonne voie pour construire une dynamique et que l'important était de rester debout collectivement par la lutte gage de liberté. Les discussions se sont poursuivies longuement autour d'un verre et six contacts ont été faits. Dès le lendemain les actions ont continué avec les cheminotEs, encore en pointe dans ce mouvement et une nouvelle grande manifestation. Des réunions interpro se déroulent quotidiennement.
Correspondante

À la fac de Lille, le plein d'énergie

Le 13 mars, les Jeunesses anticapitalistes et le comité du NPA Lille ont organisé une réunion publique à l'université en présence de Philippe Poutou à laquelle ont participé plus de 200 étudiantEs.

Les interventions des jeunes militantEs en ouverture du meeting ont été très appréciées. Elles ont porté sur les parcours et les revendications des jeunes camarades dans les luttes antifascistes, écologistes, LGBT et contre la précarité étudiante. Ces thèmes ont été articulés à la mobilisation contre la réforme des retraites dont l'ampleur et les enjeux stratégiques ont été au cœur de l'intervention

de Philippe Poutou. En se référant à d'autres mobilisations historiques de la jeunesse, il a abordé les possibilités et les outils pour bloquer le pays et questionner le pouvoir en place. Très applaudi par la salle, Poutou a apporté son soutien aux PalestinienEs, les IranienEs et les UkrainienEs.

Auto-organisation

Le débat a permis d'aborder les questions qui se posent dans la

mobilisation actuelle: construction des cadres d'auto-organisation, blocages, articulation de la lutte contre la réforme avec d'autres luttes portant notamment sur les conditions de travail et d'étude. Les jeunes ont exposé leurs difficultés et leurs combats pour l'écologie, dans les écoles, dans les luttes féministes...

L'événement a été clôturé par une infinité de selfies avec Poutou et par des discussions plus conviviales entre les étudiantEs et les jeunes militantEs du parti. De quoi faire le plein d'énergie pour la suite!
CorrespondantEs

Documentaire

« Il n'y a pas d'écriture, mais peu à peu émerge un fil narratif »

Simon Panay est documentariste. L'Anticapitaliste a présenté son dernier film¹, « Si tu es un homme », dans le n° 650 du 23 février 2023. Entretien avec un passionné de l'Afrique de l'Ouest.



JHR Films

Un garçon de dos suivi par la caméra. Ainsi commencent tes deux derniers films...

Dans les deux cas¹, c'est une façon d'entrer sur le terrain avec le personnage. Il s'agit à chaque fois du site d'une mine d'or. Mais si le langage est le même, l'intention est différente. Dans un cas, entrer avec le personnage, c'est pousser le cadre avec lui : cela matérialise le garçon qui maîtrise. Dans l'autre, il s'agit plus de montrer la mine et son ambiance. Avec Opio, dans mon dernier film, on est pris dans le paradoxe d'un garçon qui, à la mine, mène une vie autonome — sa vie propre — alors qu'au village, il est dans la situation d'un enfant dépendant de ses parents, silencieux et soumis. La descente au fond est comme un rite initiatique qui lui fait peur mais qu'il affronte « comme un homme ».

On peine à croire que ce film, « Si tu es un homme », soit vraiment un documentaire...

Opio, le personnage du film, est un personnage romanesque, c'est sûr. La réalité l'est aussi. L'or, la mine, le danger, la survie ! La vie est une

épopée, une odyssée. Opio a un objectif, rencontre des obstacles qu'il doit surmonter, affronte le danger : tous les ingrédients du romanesque... Je cherchais un personnage, Opio s'est imposé. Je ne savais rien de lui, mais quand on a du temps, quand on prend le temps, on peut veiller à ne pas rater les occasions qui se présentent. On sait où on est, on ne sait pas où on va. Il n'y a pas d'écriture, mais peu à peu émerge un fil narratif.

C'est quoi ton problème avec les mines d'or ?

C'est de la fascination [rires] ! Les mines d'or en Afrique de l'Ouest, c'est un univers de mythologie, de croyances. L'or est considéré comme un animal qui se nourrit du sang et de la vie des hommes, ce qui fait que lorsque survient un accident, un sentiment ambivalent règne. C'est l'aventure, un univers sans foi ni loi, le Far West.

La mine de Perma, au Bénin, est une mine illégale, et ceux qui profitent vraiment sont les intermédiaires qui veulent toucher l'argent sans payer le prix politique de la mort des mineurs. Le jour où nous avons discuté avec les « responsables » du site et de l'État, il y avait eu un mort. Nous ne pouvions pas faire comme si de rien n'était. Nos questions insistantes ont mis fin à notre présence sur le site ! La mine de Perkoa, au Burkina, est en revanche une mine d'or légale, où chaque patron paye la concession qu'il exploite sur le site. Il engage son personnel, rémunéré en sacs de cailloux ! Dans tous les cas, on peut se demander pourquoi les gens restent, pourquoi ils ne partent pas, alors qu'ils disent ne rien gagner. C'est comme une addiction, ils pensent toujours que la prochaine fois sera la bonne, celle où ils vont tomber sur un filon... C'est comme la Ruée vers l'or.

Quelle est la place des Blancs dans tes films ?

D'abord, en tant qu'Européen blanc, il faut prendre son temps. J'ai passé beaucoup de temps en Afrique de l'Ouest, particulièrement au Burkina Faso. Pour les films, nous avons discuté longtemps, notamment sur les mines (un mois et demi) avant de commencer à tourner. C'est une forme de négociation, et quand on commence à maîtriser les codes, on risque moins de faire des impairs, et on est accepté. On ne devient pas transparent, car on fait partie de la situation, mais on ne rencontre plus de méfiance. En outre, l'essentiel de mon équipe

est locale, et mon inspiration vient d'un documentariste burkinabè, un ami maintenant, Souleymane Drabo, qui m'a donné des éléments de compréhension.

« Tontines, une affaire de femmes » est-il un film à part ?

C'est un film qui met en scène des femmes, des groupes de femmes². C'était mon premier documentaire. On a essayé et appris pas mal de choses, notamment qu'avec deux caméras on dilue le propos. C'est un film plus gai et coloré que ceux sur l'univers des mines, et les femmes présentes à l'écran — encore une fois l'équipe de tournage n'est pas transparente — nous ont fait « des cadeaux » en se mettant en scène elles-mêmes, pour nos caméras.

D'un film à l'autre, quel est le propos de ton œuvre ?

Ce qui fait l'unité de tous ces films³, le trait commun, c'est la démarche. Mes films se ressemblent par leur approche de la réalité. Être curieux, comprendre. L'Afrique de l'Ouest est un univers fascinant. Nous voulons restituer quelque chose de la réalité, sans juger, sans morale occidentale. Rendre compte de la grâce, de la lumière, être le plus humain possible, que ce soit dans le monde des femmes, bienveillant, coloré, plus joyeux, ou dans l'univers plus sombre et grave des hommes des mines d'or.

Propos recueillis par Claude Moro

1 – Avant Si tu es un homme, Simon Panay a réalisé Ici, personne ne meurt (2016).

2 – Tontines, une affaire de femmes (2012).

3 – L'autre film de Simon Panay est Waiting for the Train (2015).

Il est possible de faire venir les films de Simon Panay afin d'organiser des projections, dans un cadre associatif. Le réalisateur peut se déplacer pour les présenter.

Contact: programmation@jhrfilms.com

Bande dessinée

Révolution (tome 2, égalité-livre 1), de Grouazel et Locard

Éditions Actes Sud, 312 pages, 28 euros.

Nous avons déjà parlé « en très bien » de cette bande dessinée à l'occasion de la parution du tome 1 en 2019. Le tome 2 est paru récemment et nous avons encore envie d'en écrire quelques mots... toujours « en très bien » !

Très bien, malgré un prix pas forcément adapté à toutes les bourses, mais l'évolution des prix, et notamment celui du papier, y sont peut-être pour quelque chose et rend plus compliqué l'accès à la culture. Reste les bibliothèques municipales ou se faire prêter des livres par des amiEs.

La période actuelle de grosses mobilisations pour la défense des retraites, les manifestations importantes, les grèves et les initiatives comme les coupures de courant ciblées contre les privilégiés, donnent encore plus envie de lire cette BD qui raconte une révolution. Une manière de se plonger dans une ambiance de remous sociaux et politiques. Certes, nous ne sommes pas dans un moment révolutionnaire, mais ça fait du bien de s'y projeter un peu. Et si jamais le mouvement se radicalisait, nous avons tant de comptes à régler.

La Révolution française racontée d'en bas

Une chose est certaine, cette œuvre est impressionnante. 300 nouvelles pages de dessins font suite aux 300 premières. Et deux tomes sont encore à paraître. Les deux artistes ont fourni un énorme travail, en planches de dessins, en écriture bien sûr mais aussi en recherche historique.

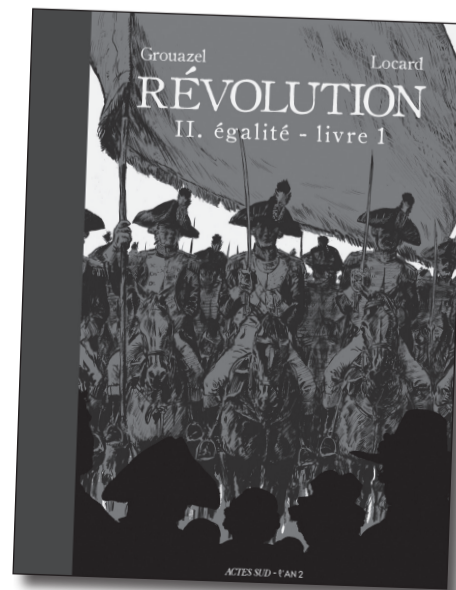
C'est l'histoire, celle de la Révolution française qui nous est racontée, avec des personnages historiques mais surtout avec des personnages fictifs, pour beaucoup des gens du peuple, des femmes notamment comme Louise la domestique ou encore Marie, une orpheline qui vit dans la misère. Nous suivons des députés plus ou moins révolutionnaires, des aristocrates plus ou moins réactionnaires, des commerçants, des riches et privilégiés, des petites gens dans cette masse qui s'agite. C'est l'histoire racontée d'en bas, parfois au travers de discussions de salons de privilégiés ou depuis l'Assemblée mais surtout depuis la rue et les places, depuis les quartiers populaires, finalement depuis les lieux où les choses se passent, là où l'histoire se fait.

Ce qui change et ce qui ne change pas vraiment

La bande dessinée est très riche, très vivante, elle fait bien revivre ce qu'on imagine être cette révolution : de la violence, de l'agitation, du bazar même, parfois on ne sait plus où on en est. La population alterne entre colères, espoirs, peurs. Les personnages semblent aussi pouvoir évoluer dans un sens ou dans l'autre. Et aussi beaucoup de discussions, de réflexions sur le processus révolutionnaire en cours, sur ce qui change et ce qui ne change pas vraiment, comme les oppressions qui ne sont pas fondamentalement remises en cause : les femmes n'accèdent pas à l'égalité des droits, l'esclavage dans les colonies est maintenu par les bourgeois, les conditions de travail des ouvrières et ouvriers se dégradent avec les premières machines.

Selon le degré de connaissance de la Révolution française, il peut être utile d'avoir à ses côtés pendant la lecture de la BD, un document qui résume les événements, quelques dates importantes, histoire de bien se repérer. Mais pas d'inquiétude, la BD se lit très bien et avec enthousiasme, en attendant la suite, les prochains tomes, mais aussi celle de nos révoltes sociales actuelles.

Philippe Poutou



Roman graphique

Kiss the sky, Jimi Hendrix 1942-1970, de J.M. Dupont et Mezzo

Premier volume, Éditions Glénat, 88 pages, 24,50 euros.

Le père du blues, Robert Johnson, est décédé à l'âge ridiculement bas de 27 ans¹. Jimi Hendrix aussi. La saga de Jimi méritait pourtant d'être racontée en deux tomes. Dans ce premier tome, la période d'apprentissage est une douloureuse odyssée de 24 ans qui finira par mener Jimi à Londres pour une gloire éphémère et immortelle. La dernière case de ce formidable album, récompensé en marge du 50^e festival d'Angoulême par un jury présidé par Philippe Manœuvre, nous torture tant on voudrait déjà être à Londres.

Une trajectoire douloureuse

Jimi naît à Seattle en 1942 de la rencontre alcoolisée entre Al, un mauvais boxeur noir, et Lucille, une semi-prostituée d'origine cherokee. Vingt-quatre années de misère et de galère avant de pouvoir embrasser le firmament étoilé prévu par la grand-mère cherokee qui accompagnera Jimi toute sa vie avec la fierté du peuple noir. Avec ou sans acide, les légendes amérindiennes et africaines l'accompagneront toujours. Quel enfant se cachait sous la face cosmique de « Voodoo Child »² ? Un gamin fracassé, au sein d'une

famille dysfonctionnelle, qui doit éviter tous les pièges pour se concentrer sur la musique même si sa guitare cassée ne compte plus que deux cordes. L'enfance de Jimi renvoie aussi à un pan de l'histoire raciste et ségrégationniste des États-Unis.

De ses premières gammes à de nombreux concerts dans des bouis-bouis miteux, le blues suinte dans les veines de ce guitariste en herbe que tout le monde prend pour un « loser » qui joue « mal » et trop fort. « Entre lyrisme et réalisme, le roman graphique explore non seulement l'âme tourmentée de la future rock star mais aussi toutes les étapes d'un itinéraire musical méconnu qui lui a fait croiser, au cours de son apprentissage, des artistes de légende comme Little Richard, Ike & Tina Turner, BB King, Curtis Mayfield, Sam Cooke, Wilson Pickett, Bob Dylan et les Rolling Stones »³.

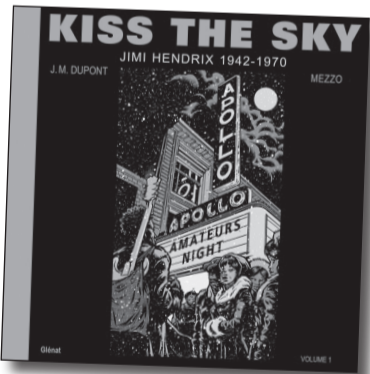
Jusqu'à son ascension, Jimi croit en son talent

De sa naissance jusqu'à la révélation de la musique, Jimi est un génie incompris. Il essuie rebuffades et humiliations de la part des musiciens quand il parvient à les approcher. Ils ne veulent pas de lui sur scène

mais l'embauchent volontiers en studio où il ne leur fait pas d'ombre. En réalité, « James Marshall Hendrix » a appris à jouer en autodidacte pour impressionner les filles. Un passage à l'armée s'avère formateur puisqu'il y fera la rencontre de Billy Cox qui deviendra son bassiste et complice. Premier amour malheureux avec Betty Jean, des romances fulgurantes et des rencontres décisives notamment avec Linda, la fiancée de Keith Richards des Stones qui veut l'envoyer à Londres. Hendrix roule à travers les États-Unis, enchaîne les contrats sans réels lendemains mais il se fait remarquer à Nashville ou à Seattle. Une nuit, dans un club, son jeu de guitare ne passe pas inaperçu auprès de Chas Chandler, ex-bassiste des Animals⁴, devenu producteur. Triomphe à New York, puis départ immédiat pour Londres. Une autre vie commence.

Un dessin réaliste en noir et blanc qui accompagne la quête de reconnaissance

Le dessin réaliste et fouillé transcende le scénario par des vignettes et cases d'une intensité rare. Pour les anciens qui ont vécu cette période où tout était possible,



surtout la révolution, on s'y croirait. Mezzo nous fait, en noir et blanc, 80 pages à la Robert Crumb (du temps de Janis Joplin). Toutes les femmes qui influencèrent Hendrix sont magnifiquement représentées. Que du bonheur et une initiation pour celles et ceux qui voudraient faire connaissance avec le blues qui influença Jimi Hendrix avant son départ à Londres et la consécration mondiale.

Sylvain Chardon

1 – Robert Johnson et Jimi Hendrix font partis du « Club des 27 » avec Brian Jones, Janis Joplin, Jim Morrison, Kurt Cobain ou Amy Winehouse.

2 – « Voodoo Child » constitue certainement le morceau le plus abouti de Jimi où les légendes amérindiennes et africaines se mêlent à la musique des étoiles.

3 – In Babelio rock. Ne pas rater la superbe préface de Nick Kent, légende de la presse rock.

4 – Chas Chandler a d'abord été le bassiste de The Animals avec Eric Burdon au chant. Le groupe triompha avec « The House of the Rising Sun » repris par Johnny Hallyday sous le nom de « Pénitencier ». Le même Johnny a interprété « Hey Joe » avec Hendrix à la guitare.

HISTOIRE « L'idée est de raconter comment un noyau de militants ouvriers de province résiste à la vague chauvine de 1914 »

Entretien. Paru à l'automne aux Éditions Syllepse, « la Révolution comme horizon »¹ de notre camarade **Frédéric Dabouis** revient sur une période charnière du mouvement ouvrier, entre 1914 et 1923. Une histoire vue depuis l'Anjou mais dont les enseignements sont universels.

Le titre de ton livre intrigue tant qu'on n'a pas lu le sous-titre « Communistes, syndicalistes révolutionnaires et libertaires en Anjou (1914-1923) ». N'as-tu pas peur que ce « localisme » décourage la lecture ?

L'idée de départ est d'aller au-delà des récits centrés sur les personnalités nationales (Cachin, Blum, etc.) et de raconter comment, à la base, un noyau de militants ouvriers de province, aux parcours syndicaux et politiques divers, résiste à la vague chauvine de 1914, reconstitue un réseau internationaliste et tente de gagner à la perspective révolutionnaire le Parti socialiste SFIO et la CGT, dans un environnement réactionnaire. Je voulais aussi préserver la mémoire d'une génération de militants, dans l'esprit du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (maitron.fr) lancé par Jean Maitron (1910-1987).

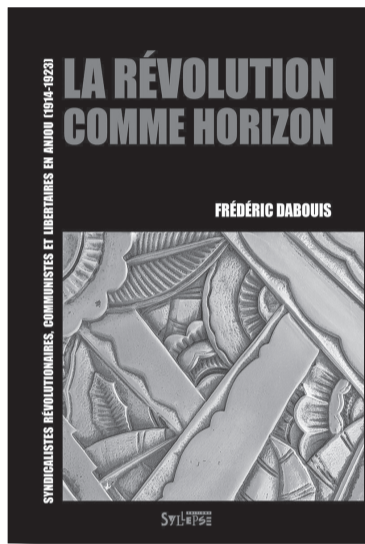
Tu évoques le Carnet B...

Le carnet B est créé à la fin du 19^e siècle sur le modèle du carnet A qui recense les étrangers. Tenu par la police, il fiche tous les antimilitaristes, anarchistes et socialistes révolutionnaires à arrêter en cas de guerre. Il n'est pas appliqué en 1914 en raison de l'entrée du Parti socialiste et de la CGT dans l'Union sacrée mais il l'est en 1939, ce qui entraîne l'internement dans un camp « à régime sévère » de Louis Bouët, ancien secrétaire fédéral du PC en 1921, exclu en 1930, et fiché en 1938 comme « militant de la IV^e Internationale ».

La lutte contre l'Union sacrée et la guerre a posé les fondements de la SFIC, le Parti communiste. Quelles en ont été les étapes ?

En Anjou, les internationalistes issus du syndicalisme révolutionnaire (SR), de l'anarchisme et de la gauche socialiste d'avant 1914 regroupent peu à peu les militants hostiles à la guerre impérialiste. Au début, cela n'est pas facile à cause de la volte-face du principal leader ardoisier angevin, Ludovic Ménard, passé de l'anarchisme et du socialisme révolutionnaire au réformisme. La remontée du mouvement ouvrier est structurée par un noyau d'instituteurs syndicalistes et après la vague de grèves de 1920 par des cheminotEs révoqués. Quant au Traité de Versailles, dès 1919 les militantEs savent qu'il porte les germes d'une nouvelle guerre. La particularité du Parti communiste par rapport à la SFIO est de continuer la tradition antimilitariste d'avant-guerre, notamment en créant des groupes de conscrits dans les casernes.

Tu écris que la Charte d'Amiens (1906) exprime la défiance des SR



face aux dérives réformistes de la SFIO et tu traites de la relation syndicat-parti...

Entre 1918 et 1923, ce débat est central dans le monde ouvrier. À Angers-Trélazé comme ailleurs, il s'étale littéralement dans la presse ouvrière locale (*L'Effort social* puis *L'Anjou communiste*). Les premiers communistes angevins sont à la fois pour des relations étroites entre parti et syndicat — s'ils sont tous deux révolutionnaires — et pour l'autonomie de décision du syndicat (colonne vertébrale de la classe ouvrière) par rapport au parti, au recrutement interclassiste. Évidemment, une telle liaison n'a rien à voir avec la subordination ultérieure de la CGTU au PC (et de façon caricaturale de la CGT au PCF après 1945). Cette question est toujours d'actualité. Mais n'oublions pas que la Charte d'Amiens a été et est encore instrumentalisée par le syndicalisme d'accompagnement : faites de la politique aux élections, mais n'intervenez pas dans ma tambouille gestionnaire !

L'échec de la grande grève des cheminots de 1920 s'inscrit dans le reflux de la vague révolutionnaire. A-t-elle influé sur la scission ultérieure entre la CGT « majo » et la CGTU ?

Les grèves de l'après-guerre (1919-1920) résultent principalement de l'inflation due au coût énorme de la guerre. Elles sont précédées dès 1917 de grèves de femmes où la perspective révolutionnaire n'est pas absente. Mais l'ampleur de la vague de 1920, dans un contexte où la révolution frappe à la porte en Italie et en Allemagne, pose la question du pouvoir, et donc celle de la grève générale. La stratégie défendue par Jouhaux et la majorité de la CGT, celle de « vagues d'assaut successives », corporation par corporation, au printemps 1920, montre son inanité. Elle facilite l'isolement des militantEs et la répression, surtout chez les cheminotEs, fer de

lance du mouvement. C'est après cet échec que le reflux commence. Il pousse l'Internationale communiste (IC) à promouvoir une tactique défensive, le front unique, entre des organisations qui viennent de se scinder (PC et SFIO au plan politique, CGT et CGTU au plan syndical). Ce ne fut pas facile au lendemain de débats de congrès enflammés.

Qu'en est-il du féminisme dans le mouvement ouvrier, et notamment des questions de l'avortement et de la contraception ?

La première vague féministe est présente. Tous les courants réclament l'égalité femmes-hommes, mais le féminisme « bourgeois » met l'accent sur le droit de vote alors que le féminisme « révolutionnaire » porté par les institutrices de la Fédération unitaire de l'enseignement et le PC insiste sur l'égalité salariale. La tentative de créer un groupe de femmes communistes à Angers en 1921 échoue. Dans les années 1920, la propagande pour le contrôle des naissances est réprimée ; une militante passera en procès à Saumur en 1927.

Les préjugés antisémites persistent dans le mouvement ouvrier, jusque dans le PC des origines. La réaction des dirigeants est-elle à la hauteur ? L'antisémitisme, qualifié par le social-démocrate allemand Bebel de « socialisme des imbéciles »,

imprègne toute la société, y compris des militants révolutionnaires, avant comme après 1914. En Anjou, il apparaît en pointillé dans la presse communiste, et n'est pas combattu frontalement, seulement via quelques lignes de Victor Serge dans *L'Anjou communiste*. Certes, la Shoah n'a pas encore eu lieu, mais ce manque de vigilance lui prépare le terrain. La situation n'est pas meilleure chez les socialistes.

On est surpris par la place des SR et des anarchistes dans le premier PC. Comment des camarades comme le couple Bouët, instituteurs liés à Monatte et Rosmer, ont-ils pu y jouer un tel rôle en Anjou et en être ensuite aussi facilement écartés ?

Avant 1914, le mot communiste renvoie plutôt au mouvement libertaire. Les socialistes marxistes se disent collectivistes. Il n'est donc pas étonnant que la fondation en 1919 de l'Internationale communiste et la référence au pouvoir des conseils attire les anarchistes. De même pour les syndicalistes révolutionnaires. C'est la bureaucratisation précoce de l'État soviétique et de l'IC qui fait fuir les libertaires, avant de faciliter les exclusions en chaîne des partisans du libre débat, dont les « trotskistes ».

Propos recueillis par JLG

1 - Frédéric Dabouis, *La Révolution comme horizon, Syndicalistes révolutionnaires, communistes et libertaires en Anjou (1914-1923)*, Éditions Syllepse, 2022, 540 pages, 25 euros.

L'image de la semaine



UNE NOUVELLE « BOMBE CLIMATIQUE » AUX ÉTATS-UNIS. Le gouvernement étatsunien a approuvé, le 13 mars, l'immense projet Willow, porté par le géant texan ConocoPhillips. Ce dernier espère produire 576 millions de barils de pétrole sur environ trente ans. Au grand dam des écologistes et de certaines communautés autochtones, qui s'inquiètent des répercussions environnementales de cette nouvelle « bombe climatique ».

La bataille autour de ce projet, situé sur des terres fédérales publiques, dure depuis des années : approuvé dans un premier temps par l'administration Trump, il avait été interrompu en 2021 par un juge, qui avait requis un nouvel examen du gouvernement. Joe Biden a finalement donné son feu vert, revenant ainsi sur l'une de ses promesses de campagne. Le président des États-Unis avait en effet assuré, durant sa campagne électorale, qu'il n'autoriserait aucun nouveau forage pétrolier ou gazier sur les terres fédérales.

Selon les estimations de l'administration étatsunienne, citée par CNN, le projet devrait générer 9,2 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an — soit autant que 2 millions de voitures thermiques. Comble de l'ironie : ConocoPhillips envisage de refroidir artificiellement la zone de forage afin d'éviter que le dégel du pergélisol — causé par le changement climatique — ne déstabilise ses infrastructures pétrolières.

Dans les colonnes du Guardian, des habitants autochtones de l'Alaska s'inquiètent également des répercussions de l'extraction de pétrole et de gaz sur la qualité de l'air, ainsi que sur la santé des poissons et des caribous. Interrogé par le quotidien britannique, l'ancien vice-président des États-Unis Al Gore a qualifié « d'irresponsable » ce type de projets, qui nous mènent tout droit vers le « chaos climatique ». En 2021, l'Agence internationale de l'énergie expliquait que plus aucun nouveau projet pétrolier ou gazier ne devrait être lancé, si l'humanité voulait avoir une chance de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

« Les États-Unis autorisent une nouvelle "bombe climatique" », *Reporterre*, 13 mars 2023.
<https://reporterre.net/Les-Etats-Unis-autorisent-une-nouvelle-bombe-climatique>

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un **RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire